

**CAISSE REGIONALE
CREDIT AGRICOLE MUTUEL ALPES PROVENCE
RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL
AU 30 JUIN 2013**

(Ayant fait l'objet d'un examen limité)

**Examinés par le Conseil d'Administration de la
Caisse Régionale Crédit Agricole Alpes Provence en date du 26 juillet 2013**

Société Coopérative à capital variable, agréée en tant qu'établissement de crédit,
Société de courtage d'assurance, immatriculée au registre des intermédiaires en assurance
Sous le N° 07019231

Siège Social : 25 Chemin des trois cyprès 13097 Aix en Provence
Immatriculée au RCS Aix en Provence N° 381 976 448

SOMMAIRE

RAPPORT ACTIVITE SEMESTRIEL	4
1 - PRESENTATION DES ETATS FINANCIERS	4
2 - RESULTATS CONSOLIDES	4
UNE ACTIVITE COMMERCIALE SOUTENUE TANT SUR LE PLAN DE LA COLLECTE, DES CREDITS, DES ASSURANCES ET DES SERVICES	4
UN PRODUIT NET BANCAIRE EN HAUSSE DE +2,9% ET UN RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION EN HAUSSE DE +4,5% DANS LES COMPTES CONSOLIDES EN NORMES IFRS	5
UNE STRUCTURE Saine ET SOLIDE	5
LE CERTIFICAT COOPERATIF D'INVESTISSEMENT (CCI)	6
PERSPECTIVES	6
3 - STRUCTURE FINANCIERE	6
4 - RESULTATS PAR SECTEUR ACTIVITE.....	6
5 - FACTEURS DE RISQUES	7
RISQUES DE CREDIT	7
RISQUES DE MARCHE.....	10
GESTION DU BILAN.....	12
RISQUES OPERATIONNELS	14
RISQUES DE NON CONFORMITE.....	15
RISQUES JURIDIQUES	16
CADRE GENERAL	17
ETATS FINANCIERS CONSOLIDES	17
COMPTE DE RESULTAT	17
RESULTAT NET ET AUTRES ELEMENTS DU RESULTAT GLOBAL.....	18
BILAN ACTIF.....	21
BILAN PASSIF	22
TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES.....	23
TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE	24
NOTES ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDES INTERMEDIAIRES RESUMES.....	26
1. PRINCIPES ET METHODES APPLICABLES DANS LE GROUPE, JUGEMENTS ET ESTIMATIONS UTILISEES	26
2. INFORMATIONS SIGNIFICATIVES DU SEMESTRE	28
2.1. Principales opérations de structure et événements significatifs de la période	28
Événements significatifs de la période.....	28
Principales opérations de structure réalisées au cours de l'exercice.....	29
2.2. Ecarts d'acquisition.....	29
2.3. Parties liées	29
3. NOTES RELATIVES AU COMPTE DE RESULTAT	31
3.1. Produits et Charges d'intérêts.....	31
3.2. Commissions nettes.....	31
3.3. Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat.....	32
3.4. Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente.....	33
3.5. Produits et charges nets des autres activités	33
3.6. Charges générales d'exploitation.....	34
3.7. Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles ..	34
3.8. Coût du risque.....	34
3.9. Gains ou pertes nets sur autres actifs	35
3.10. Impôts	35
3.11. Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	37
4. INFORMATIONS SECTORIELLES	38

5.	NOTES RELATIVES AU BILAN	39
5.1.	<i>Actifs et Passifs financiers à la juste valeur par résultat</i>	39
5.2.	<i>Actifs financiers disponibles à la vente</i>	40
5.3.	<i>Prêts et créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle</i>	40
5.4.	<i>Actifs transférés non décomptabilisés ou décomptabilisés avec implication continue</i>	42
5.5.	<i>Dépréciations inscrites en déduction des actifs financiers</i>	43
5.6.	<i>Exposition au risque souverain et non souverain sur les pays européens sous surveillance</i>	43
5.7.	<i>Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle</i>	44
5.8.	<i>Dettes représentées par un titre et dettes subordonnées</i>	44
5.9.	<i>Immeubles de placement</i>	45
5.10.	<i>Immobilisations corporelles et incorporelles (hors écarts d'acquisition)</i>	45
5.11.	<i>Provisions</i>	45
5.12.	<i>Capitaux propres</i>	47
6.	ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE.....	48
7.	RECLASSEMENTS D'INSTRUMENTS FINANCIERS	49
8.	JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS FINANCIERS.....	49
8.1.	<i>Juste valeur des actifs et passifs financiers comptabilisés au coût</i>	49
8.2.	<i>Informations sur les instruments financiers évalués à la juste valeur</i>	49
9.	ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS A LA FIN DE LA PÉRIODE INTERMÉDIAIRE	53
10.	PERIMÈTRE DE CONSOLIDATION AU 30 JUIN 2013.....	53
	ATTESTATION DU RESPONSABLE DE L'INFORMATION	54
	RAPPORT DU COLLEGE DES COMMISSAIRES AUX COMPTES	55

RAPPORT ACTIVITE SEMESTRIEL

1 - PRESENTATION DES ETATS FINANCIERS

a. Changements de principes et méthodes comptables

Les comptes consolidés semestriels condensés sont établis conformément aux normes IAS/IFRS dont les évolutions sont présentées de manière détaillée dans la note 1 de l'annexe aux états financiers (pages 26 à 28).

b. Evolution du périmètre de consolidation

Le périmètre de consolidation des comptes du Groupe consolidé Crédit Agricole Alpes Provence n'a pas évolué depuis le 31 décembre 2012.

2 - RESULTATS CONSOLIDES

Une activité commerciale soutenue tant sur le plan de la collecte, des crédits, des assurances et des services

En M€	30 juin 2012	30 juin 2013	% évolution
Encours de collecte	15 916	16 637	+ 4,5%
Encours de crédits	11 225	11 239	+ 0,1%

Au cours du 1er semestre 2013, le CA Alpes Provence a continué de jouer son rôle de banquier assureur sur l'ensemble de ses territoires dans un contexte économique qui reste dégradé.

L'évolution de l'encours de crédits redevient positive (+0,1%) tirée par les crédits habitat dont les encours progressent solidement (+ 2,6%).

Dans le même temps, la Caisse Régionale enregistre de bons résultats en matière de collecte globale (+4,5%), notamment sur les dépôts à terme (+14,6%) et les livrets d'épargne (+11,1%) auprès de sa clientèle de proximité. Les placements en assurance-vie continuent leur progression avec une hausse de +3,1% des encours sur la période.

Au 1er semestre 2013, le CA Alpes Provence a poursuivi le développement de son fonds de commerce avec plus de 17.500 nouveaux clients, confortant sa place de leader sur son territoire. Cette conquête s'accompagne par l'équipement de nos clients en produits d'assurance des biens et des personnes, avec un portefeuille de contrats qui progresse de 1,8% à fin juin 2013.

Un produit net bancaire en hausse de +2,9% et un résultat brut d'exploitation en hausse de +4,5% dans les comptes consolidés en normes IFRS

En M€	Comptes consolidés (normes IFRS)			Comptes individuels (pour information)		
	Juin 2012	Juin 2013	Evolution sur 1 an	Juin 2012	Juin 2013	Evolution sur 1 an
Produit Net Bancaire	209,8	215,8	+2,9%	216,7	212,3	-2,0%
Charges de fonctionnement	120,8	122,8	+1,6%	120,1	122,0	+1,6%
Résultat Brut d'exploitation	89,0	93,0	+4,5%	96,6	90,3	-6,6%
Résultat Net	50,8	46,3	-8,8%	51,6	48,0	-7,0%

Dans les comptes consolidés en normes IFRS, le Produit Net Bancaire progresse de +2,9% (du fait d'éléments défavorables et non récurrents dans les comptes au S1-12 en normes internationales) et le Résultat Brut d'Exploitation progresse de +4,5%.

Le coût du risque reste maîtrisé (-12,7%). La charge fiscale est en forte hausse (+61,7%) en raison de comptabilisation de produits d'impôts différés non récurrents en 2012 et, inversement, d'une charge d'impôts différés non récurrente en 2013. De ce fait, le Résultat Net part du groupe aux normes IFRS s'affiche à 46,3 millions d'euros en baisse de 8,8% par rapport au 30 juin 2012.

Dans les comptes individuels, le Produit Net Bancaire s'élève à 212,3 millions d'euros en retrait de 2,0%. La conjoncture de taux d'intérêt extrêmement bas ainsi que les importantes demandes de réaménagements de crédits au cours du semestre ont pénalisé la marge d'intermédiation. Par ailleurs, celle-ci enregistre la variation de la provision au titre des encours d'épargne logement : 3,0M€ de dotation au S1-13 contre une reprise de 3,8M€ au S1-12, générant un effet base très défavorable. Hors cet effet, le PNB est en hausse de +1,1 %.

Les charges de fonctionnement représentent 122,0M€ (+1,9M€ par rapport à juin 2012 soit +1,6%) principalement du fait des évolutions fiscales et réglementaires (+3,6M€ par rapport à juin 2012 portant sur la hausse du forfait social et l'évolution de l'assiette de la taxe sur les salaires). Elles intègrent aussi les charges de préparation à la migration vers le système d'information unique (NICE).

Sur le 1er semestre 2013, le CA Alpes Provence dégage ainsi un résultat brut d'exploitation de 90,3 M€ en recul de -6,6% par rapport à juin 2012.

Le coût du risque est maîtrisé (-13,3% par rapport à juin 2012), confirmant la tendance déjà amorcée en 2012. L'encours de créances douteuses et litigieuses reste stable par rapport à décembre 2012 à 366M€, avec un taux de couverture de 70,6%. Le CA Alpes Provence poursuit également ses efforts de provisionnement en matière de risque crédit notamment au travers des provisions filières et collectives Bâle 2.

Après prise en compte de la charge d'impôts, le Résultat Net social est en diminution de 7,0% à 48,0M€.

Une structure saine et solide

Le Ratio de solvabilité Bâle 2 s'élève au 31 décembre 2012 à 20,2 % et le ratio de liquidité au 30 juin 2013 à 155%. Ils confèrent à la Caisse Régionale une capacité de développement futur et une

structure financière solide. Le ratio Crédit sur Collecte s'élève à 119% et se situe favorablement par rapport à la moyenne des caisses régionales de Crédit Agricole.

Le certificat coopératif d'investissement (CCI)

Après détachement du dividende de 3,23 €, le Certificat Coopératif d'Investissement Alpes Provence se valorisait à 47,00€ au 30 Juin 2013, soit une hausse de 10.6% par rapport au 31 Décembre 2012.

Perspectives

Depuis 2011, la Caisse Régionale Alpes Provence s'est engagée dans un Projet d'Entreprise volontariste et prospectif qui fixe le cap jusqu'en 2015. En 2013, le Crédit Agricole Alpes Provence, banque coopérative, poursuit sa stratégie de développement sécurisé et son rôle au service des projets de ses clients et sociétaires de son territoire. Avec un taux de satisfaction clients de 87,7 % en nette progression, une attention particulière est portée cette année à la personnalisation de la relation avec les clients et à la reconnaissance de la fidélité avec la création de solutions exclusives et avantageuses : livret sociétaire, carte sociétaire, SVP dédié, etc. L'année 2013 sera également marquée par la bascule vers un nouveau système informatique unique (NICE) qui interviendra mi octobre.

3 - STRUCTURE FINANCIERE

a. Les Fonds propres

Les capitaux propres, part du groupe, s'élèvent au 30 juin 2013 à 1.847 millions €. Ils enregistrent depuis le 1^o janvier 2013 une progression de 21 millions €. Les principales variations à l'origine de cette évolution, telles que décrites dans le tableau de variation des capitaux propres des états financiers consolidés, sont constituées de l'effet de la distribution du résultat 2012 (soit -19,4 millions €), de la variation de juste valeur du 1^{er} semestre 2013 (soit -1,9 millions €), de la baisse de capital des Caisses Locales, (soit -4 millions €), et de la constitution du résultat semestriel, (soit + 46,3 millions €).

b. Les parties liées

Voir Note 2.3 des états financiers semestriels.

4 - RESULTATS PAR SECTEUR ACTIVITE

La Caisse Régionale Alpes Provence exerce son activité dans le secteur de la banque de détail de proximité en France. Les tableaux de formation du résultat ne sont donc pas ventilés selon d'autres critères.

5 - FACTEURS DE RISQUES

RISQUES DE CREDIT

Les principes, méthodologies et dispositif de gestion du risque de crédit sont décrits de manière détaillée au sein du document de référence 2012, pages 9 à 14.

Un risque de crédit se matérialise lorsqu'une contrepartie est dans l'incapacité de faire face à ses obligations et que celles-ci présentent une valeur d'inventaire positive dans les livres de la Banque. Cette contrepartie peut être une banque, une entreprise industrielle et commerciale, un Etat et les diverses entités qu'il contrôle, un fonds d'investissement ou une personne physique.

L'engagement peut être constitué de prêts, titres de créances ou de propriété ou contrats d'échange de performance, garanties données ou engagements confirmés non utilisés. Ce risque englobe également le risque de règlement livraison inhérent à toute transaction nécessitant un échange de flux (espèce ou matière) en dehors d'un système sécurisé de règlement.

L'octroi de crédit est au cœur du métier de banquier. Il est un élément fondamental de la relation client et un levier majeur de développement pour la Caisse Régionale. Ce développement doit être sécurisé avec un octroi de crédit sélectif et une prise de risque maîtrisée qui s'effectue dans le cadre de la politique définie par la Caisse Régionale.

I. Principales évolutions

1. Objectifs et politique

Sur proposition de la Direction générale, le Conseil d'Administration du mois de Mai 2013 a validé les aménagements significatifs suivants à la politique d'octroi de crédit en vigueur en 2012.

Les principales évolutions de la politique d'octroi 2013 portent sur un renforcement de certaines règles pour une meilleure maîtrise du risque :

- Particuliers

- Sur les prêts Habitat hors territoire :
 - Les exclusions : Les Prêts in fine et les prêts CT relais si les deux biens sont situés hors territoire
 - Garantie: Crédit logement obligatoire
 - Condition générale d'intervention : Apport du client de 15 % minimum, durée maximum du financement de 25 ans pour du résidentiel, de 20 ans pour de l'investissement locatif

- Professionnels

- Limites sur les entrées en relation et les créations :
 - Dans le cadre d'une entrée en relation : engagement maximum sur le groupe de risque égal à 1 M€, au delà partage obligatoire avec une autre banque.
 - Dans le cadre d'une création (moins de 3 bilans) : 750 K€ avec garantie SIAGI obligatoire si éligible.

- Une actualisation de la liste des pays à risque

2. Gestion du risque

2.1. Organisation et dispositif de suivi

Compte tenu d'objectifs de développement commercial de la Caisse régionale sur le segment des professionnels, le Contrôle central des risques a mis en place des indicateurs spécifiques de suivi du risque crédit lié au développement sur ce marché.

Un reporting mensuel de la qualité de la conquête des professionnels a été présenté à la Direction Générale en Comité des risques en 2013.

Les indicateurs de risque mis à la disposition du réseau de proximité ont été complétés, en particulier en intégrant les dossiers sensibles de montants significatifs afin de traiter le risque au plus tôt.

Enfin, dans le cadre du plan d'action national sur la qualité de la notation Corporate, un suivi et un plan d'action ont été mis en place permettant d'atteindre l'objectif de qualité fixé par la Direction des Risques Groupe.

2.2. Méthodologie et Systèmes de mesure

Les délégations de notation Grande clientèle ont été modifiées : les lignes MT et LT ont été fusionnées en un seul plafond et une délégation portant sur la ligne CREDOC a été mise en place. Le contrôle central des risques a poursuivi ses interventions de formation à la méthodologie de notation Grande clientèle (mise à disposition d'un guide des bonnes pratiques ANADEFI), notamment auprès des chargés d'affaires professionnels. Une information des dégradations significatives de la note BDF a été déployée ainsi qu'une information sur les évolutions de Nor sur tiers et groupes.

3. Exposition et concentration

<i>(en milliers d'euros)</i>	30/06/2013	31/12/2012	30/06/2012
Actifs financiers à la juste valeur par le résultat (hors titres à revenu variable et actifs représentatifs de contrats en unités de compte)	12 557	13 514	16 357
Instruments dérivés de couverture	172 984	239 507	201 719
Actifs disponibles à la vente (hors titres à revenu variable)	427 110	446 959	437 718
Prêts et créances sur les établissements de crédit (hors opérations internes)	52 843	9 808	54 441
Prêts et créances sur la clientèle	10 999 489	10 924 511	10 980 117
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	368 718	328 635	301 460
Exposition des engagements de bilan (nets de dépréciations)	12 033 701	11 962 934	11 991 812
Engagements de financement donnés (hors opérations internes)	1 015 794	996 676	1 104 511
Engagements de garantie financière donnés (hors opérations internes)	219 667	164 501	166 705
Provisions - Engagements par signature	-4 583	-4 473	-5 033
Exposition des engagements hors bilan (nets de provisions)	1 230 878	1 156 704	1 266 183
TOTAL EXPOSITION NETTE	13 264 579	13 119 638	13 257 995

3.1. Diversification par zone géographique

La Caisse Régionale Alpes Provence exerce son activité en France sur son territoire.

En application du principe de territorialité, la Caisse Régionale ne finance que des clients et des prospects situés sur son territoire (domicile ou travail) et/ou des opérations sur son territoire. Elle applique le droit de suite.

3.2. Diversification par filière d'activité économique

La Caisse Régionale Alpes Provence exerce son activité dans le seul métier de la banque de proximité.

3.3. Exposition par agent économique

Les encours bruts de créances et prêts, à 11 456 M€, progressent sur le premier semestre 2013 (+ 1 %) sous l'effet de la progression des encours à la clientèle de détail (+ 1,8 %). Ils se concentrent maintenant à un peu plus de 77 % sur la clientèle de détail et pour 21 % sur les Grandes entreprises et les Institutionnels hors établissement de crédit. Ceci illustre la continuité de la politique de Banque de proximité de la Caisse Régionale.

Sur la même période, les encours dépréciés sur base individuelle de la Clientèle de détail progressent fortement (+ 4,8 %) tirés par le risque sur les financements des professionnels et également sur les financements habitat résidentiels et locatifs aux particuliers. Le taux de couverture des encours dépréciés sur base individuelle est lui maintenu stable à 70 %. Dans le même temps, les dépréciations collectives progressent de +1,2%. La Caisse régionale poursuit ainsi sa politique de couverture prudente des risques crédit.

	30/06/2013				
	Encours bruts	dont encours bruts dépréciés sur base individuelle	Dépréciations individuelles	Dépréciations collectives	Total
<i>(en milliers d'euros)</i>					
Administrations centrales	54 699				54 699
Banques centrales					0
Etablissements de crédit	52 818				52 818
Institutions non établissements de crédit	1 046 226	2 489	2 309		1 043 917
Grandes entreprises	1 402 973	108 202	82 504	45 161	1 275 308
Clientèle de détail	8 899 141	261 920	175 673	97 903	8 625 565
Total * Prêts et créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle	11 455 857	372 611	260 486	143 064	11 052 307

* Dont encours clientèle sains restructurés (non dépréciés) pour 21 353 milliers d'euros

	31/12/2012				
	Encours bruts	dont encours bruts dépréciés sur base individuelle	Dépréciations individuelles	Dépréciations collectives	Total
<i>(en milliers d'euros)</i>					
Administrations centrales	43 624				43 624
Banques centrales					0
Etablissements de crédit	9 808				9 808
Institutions non établissements de crédit	1 081 165	2 466	2 267		1 078 898
Grandes entreprises	1 460 713	118 157	88 821	43 175	1 328 717
Clientèle de détail	8 742 239	249 904	170 753	98 214	8 473 272
Total * Prêts et créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle	11 337 549	370 527	261 841	141 389	10 934 319

* Dont encours clientèle sains restructurés (non dépréciés) pour 15 089 milliers d'euros

4. Coût du risque

Au 30 juin 2013, le coût du risque de 17.6 M€ reste maîtrisé en recul par rapport au 1^{er} semestre 2012.

(en milliers d'euros)	30/06/2013	31/12/2012	30/06/2012
Dotations aux provisions et aux dépréciations	-47 209	-106 536	-67 140
Actifs financiers disponibles à la vente à revenu fixe			
Prêts et créances	-45 993	-103 801	-66 150
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance			
Autres actifs			
Engagements par signature	-261	-568	-284
Risques et charges	-955	-2 167	-706
Reprises de provisions et de dépréciations	29 143	82 600	47 268
Actifs financiers disponibles à la vente à revenu fixe			
Prêts et créances	28 012	80 356	46 099
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance			
Autres actifs			
Engagements par signature	151	1 655	812
Risques et charges	980	589	357
Dotations nettes de reprises des dépréciations et provisions	-18 066	-23 936	-19 872
Plus ou moins values de cessions réalisées sur actifs financiers disponibles à la vente à revenu fixe dépréciés			
Pertes sur prêts et créances irrécouvrables non dépréciés	-337	-723	-409
Récupérations sur prêts et créances amortis	1 320	1 272	629
Décotes sur crédits restructurés	-172	-246	-94
Pertes sur engagements par signature			
Autres pertes	-339	-883	-415
Coût du risque	-17 594	-24 516	-20 161

II. Perspectives d'évolution et incertitudes pour le second semestre 2013

La Caisse régionale restera très vigilante en ce qui concerne l'évolution des risques compte tenu d'un contexte économique probablement dégradé sur les départements de son territoire d'intervention.

RISQUES DE MARCHE

Les dispositifs de gestion et la méthodologie de mesure et d'encadrement des risques de marché sont précisés pages 15 et 16 du document de référence 2012.

Le risque de marché représente le risque d'incidences négatives sur le compte de résultat ou sur le bilan de l'entreprise, par des fluctuations défavorables de la valeur des instruments financiers à la suite de la variation des paramètres de marché notamment :

- les taux d'intérêts : le risque de taux correspond au risque de variation de juste valeur ou au risque de variation de flux de trésorerie futurs d'un instrument financier du fait de l'évolution des taux d'intérêt ;

- les taux de change : le risque de change correspond au risque de variation de juste valeur d'un instrument financier du fait de l'évolution du cours d'une devise ;
- les prix : le risque de prix résulte de la variation de prix et de volatilité des actions et des matières premières, des paniers d'actions ainsi que des indices sur actions. Sont notamment soumis à ce risque les titres à revenu variable, les dérivés actions et les instruments dérivés sur matières premières ;
- les spreads de crédit : le risque de crédit correspond au risque de variation de juste valeur d'un instrument financier du fait de l'évolution des spreads de crédit des indices ou des émetteurs. Pour les produits plus exotiques de crédit s'ajoute également le risque de variation de juste valeur lié à l'évolution de la corrélation entre les défauts des émetteurs.

La Caisse Régionale est exposée au risque de marché sur des éléments de son portefeuille de titres et de dérivés lorsque ces instruments sont comptabilisés en juste valeur (au prix de marché). On distingue le trading book et le banking book. Le trading book se définit principalement par rapport aux articles 292 à 303 de l'arrêté du 20 février 2007 relatif aux exigences de fonds propres applicables aux établissements de crédit (Bâle 2).

La Caisse Régionale ne disposant pas de trading book, elle n'est donc exposée au risque de marché qu'au niveau de son banking book* qui se traduit par un impact sur les fonds propres. La valeur de marché au 30/06/13 était de 469,5M€ dont 29,53 M€ de plus-values latentes, 1,94 M€ de moins-values latentes et 1,9 M€ de dépréciations durables.

* Les titres comptabilisés en AFS mais ayant un caractère stratégique pour la Caisse Régionale et conservés dans une optique de détention à long terme ne sont pas intégrés au banking book présenté ci-dessus. Au 30/06/13, ces titres représentaient 677,6 M€ en valeur brute dont 532,9 M€ d'actions SAS La Boétie (dépréciées à hauteur de 13.7M€ depuis le 31/12/2012) et dont 40,8 M€ d'Obligations Assimilables du Trésor.

Le suivi des risques de marché, tant sur le banking book que sur le trading book est effectué avec une approche en VaR paramétrique via l'outil e-VaRisk développé par la Recherche d'AMUNDI.

La Caisse Régionale utilise un dispositif de limites pour encadrer le risque de marché validé annuellement par le Conseil d'Administration.

- o Limites globales :
 - Seuil d'alerte en cas de contre-performance annuelle sur le banking book* + trading book égale à 1% des fonds propres consolidés prudentiels nets du 31/12/12, soit 13,34 M€.
 - Suivi d'un scénario catastrophe : Conformément aux préconisations de Crédit Agricole SA, les chocs de « stress adverses » sont : -35% sur marché actions, -10% sur la gestion alternative. De plus, Le choc impacté sur la gestion obligataire est ventilé par sensibilité. L'impact potentiel maximum en cas de réalisation de ce scénario est plafonné à 45 M€.
 - o Limite de perte individuelle par ligne :
 - Un seuil d'alerte de contre-performance sur chaque valeur du trading book et du banking book est fixé par classe d'actif : -2% sur le monétaire, -5% sur l'obligataire et -10% sur les autres classes d'actifs.
- Sensibilité au risque de marché du Banking book* au 30/06/13
- VaR 99% à 1 mois = 8,0 M€
 - Baisse des plus-values latentes = -15,5 M€

- Dotation complémentaire aux provisions = -15,2 M€

GESTION DU BILAN

L'organisation et le dispositif d'encadrement et de suivi de la gestion du bilan sont décrits pages 17 à 20 du document de référence 2012.

I. Risque de taux d'intérêt global

La Caisse Régionale est soumise au risque de taux d'intérêt global (RTIG) sur l'ensemble de son bilan et de son hors bilan (hors trading book).

La gestion du risque de taux vise à protéger la valeur patrimoniale de l'entreprise du risque de perte d'une partie de la marge d'intermédiation liée à l'inadéquation entre les emplois et les ressources en terme de durée et de nature de taux. Elle vise également à optimiser la marge d'intérêt.

La valeur patrimoniale et la marge d'intérêt évoluent du fait de la sensibilité à la variation des taux d'intérêt de la valeur actuelle nette et des flux de trésorerie des instruments financiers composant le bilan et le hors bilan. Cette sensibilité naît dès lors que les actifs et passifs ont des échéances de refixation de leur taux d'intérêt non synchrones.

Suite à la décision du Conseil d'Administration du 6 janvier 2009, l'outil groupe Cristaux 2 est utilisé pour calculer mensuellement le risque de taux.

Ce modèle vise à mesurer la sensibilité au risque de taux via une approche statique à taux fixe.

La Caisse Régionale utilise un dispositif de limites pour encadrer ce risque revu annuellement par le Conseil d'Administration.

Le dispositif de limites vise à plafonner l'impact d'un choc de taux de +/- 200 bp appliqué à l'ensemble de l'exposition (c'est-à-dire sur 30 ans) et donne lieu au calcul d'une valeur actualisée de l'impact sur 30 ans appelée VAN.

La limite globale sensibilité de la VAN est fixée à 10% des fonds propres prudentiels nets soit 133,4M€.

Afin de limiter la concentration de risque par année, une limite annuelle complémentaire est fixée pour chaque année des 10 premières années visant à limiter l'impact d'un choc de taux de +/- 200 bp sur le PNB d'activité. Cette limite est fixée à 5% du PNB d'activité pour un choc de 200bp de l'année N glissante à l'année N+1 puis 4% pour les années N+2 à N+10

La conjugaison des choix de gestion et de l'activité clientèle a généré, au 30/06/13, une exposition à la hausse des taux jusqu'en 2025.

Concernant le 2nd semestre 2013, l'objectif de la Caisse Régionale est de maintenir son exposition au risque de taux dans les limites arrêtées par son Conseil d'Administration. Pour cela, elle pourra avoir recours à des actions bilancielle (refinancement par avances globales à taux fixe, émission de DAT moyen terme à taux fixe). En cas de nécessité, la Caisse Régionale disposera aussi de la possibilité de mettre en place des swaps de couverture.

II. Risque de change

La Caisse Régionale Alpes Provence ne porte aucun risque de change significatif.

III. Risque de liquidité et de financement

Le risque de liquidité se matérialise lorsque la Caisse Régionale ne dispose pas des ressources suffisantes pour adosser ses emplois. L'exposition au risque est mesurée par le Coefficient de liquidité (ratio réglementaire à un mois) de la Caisse Régionale. Chaque Caisse Régionale doit respecter ce ratio réglementaire. Crédit Agricole SA, en tant qu'Organe Central du Groupe assure la liquidité (et la solvabilité) des entités du Groupe.

En complément du ratio réglementaire, le Groupe Crédit Agricole utilise un système de contrôle de la liquidité dit de « liquidité court terme » destiné à contenir l'exposition du Groupe Crédit Agricole au marché interbancaire à horizon 1 an, basé sur l'analyse que le risque de liquidité à court terme est le principal risque de liquidité auquel une banque est exposée. L'approche consiste avant tout à mesurer les cash-flows susceptibles d'entrer et de sortir de chaque entité à horizon d'un an et de s'assurer que le solde est constamment positif.

Cette méthodologie est déclinée au niveau de chaque Caisse Régionale.

L'objectif de cette approche est d'assurer un bon niveau de liquidité au Groupe Crédit Agricole même durant une période très dégradée du marché interbancaire d'un an. En cas de dépassement de cette limite court terme, des refinancements moyens termes sont alors mis en place afin de respecter cette limite.

Ce dispositif a été renforcé au cours du 1er semestre par l'intégration de simulations de différentes situations de stress. Ce dispositif a donné lieu à la mise en place de nouvelles limites contraignantes sur le profil d'écoulement du refinancement court terme conduisant à allonger la durée de celui-ci.

Concernant la liquidité moyen/long terme, la gestion de celle-ci vise à mettre en place un profil de refinancements par le marché à moyen terme réaliste et sécurisé, au moins en situation normale de marché. L'objectif étant de s'assurer que le Groupe Crédit Agricole n'aura pas de besoins de liquidité sur une année donnée supérieurs à ce qu'il est en mesure de lever sur le marché. De manière opérationnelle, cette approche conduit à allonger la durée initiale des nouveaux emprunts de liquidité au fur et à mesure que les besoins augmentent (et inversement) afin de limiter la rotation annuelle du stock global d'emprunts à un niveau calibré comme étant prudent.

L'ensemble de ce dispositif est décliné au niveau de chaque Caisse Régionale.

La politique de gestion de la liquidité de la Caisse Régionale se concrétise principalement par une politique de collecte auprès de sa clientèle. Au-delà de ses ressources clientèle, la Caisse Régionale recourt à des refinancements à taux de marché auprès de Crédit Agricole SA sous plusieurs formes : Compte Courant de Trésorerie, Emprunts en blanc (de 1 semaine à 10 ans) et Avances globales (en fonction des prêts moyen long terme distribués). La Caisse Régionale recourt aussi à des émissions de Titres de Créances Négociables sur le marché interbancaire. L'encours d'émissions actives au 30/06/13 était de 1 955,6 M€.

Au 30/06/13, le coefficient de liquidité du Crédit Agricole Alpes Provence s'établissait à 155.04% contre 130,8% au 31/12/12.

Au cours du 1er semestre 2013, la Caisse Régionale a eu recours à des refinancements dits de « Long Terme » dans un souci de prudence face à une conjoncture très incertaine. Ainsi, le potentiel de ressource « Court Terme » pourra être utilisé au cours du 2nd semestre pour refinancer les ambitions commerciales de la Caisse Régionale en matière de crédits à l'économie locale.

IV. Politique de couverture

(en millier d'euros)	30/06/2013			31/12/2012		
	Valeur Marché		Montant Notionnel	Valeur Marché		Montant Notionnel
	positive	négative		positive	négative	
COUVERTURE DE JUSTE VALEUR	163 625	217 685	5 371 076	223 524	290 694	4 648 182
Taux d'intérêt	163 625	217 685	5 371 076	223 524	290 694	4 648 182
Capitaux propres						
Change						
COUVERTURE DE FLUX DE TRESORERIE	766	18 732	100 000	3 997	21 981	100 000
Taux d'intérêt	766	18 732	100 000	3 997	21 981	100 000
Capitaux propres						
Change						
COUVERTURE D'INVESTISSEMENT NETS DANS UNE ACTIVITE A L'ETRANGER						
TOTAL INSTRUMENTS DERIVES DE COUVERTURE	164 391	236 417	5 471 076	227 521	312 675	4 748 182

RISQUES OPERATIONNELS

Le dispositif de gestion et de surveillance des risques opérationnels est décrit au sein du document de référence 2012, pages 20 à 22.

I. Description – Définition

Le risque opérationnel correspond au risque de perte résultant de l'inadéquation ou de la défaillance des processus internes, des personnes, des systèmes ou d'évènements extérieurs, y compris les événements de faible probabilité d'occurrence, mais à risque de perte élevée. Le risque opérationnel ainsi défini, inclut le risque juridique mais exclut les risques stratégiques et de réputation.

La collecte des incidents permet de mesurer le coût du risque. Elle alimente les états COREP réglementaires. Les objectifs de la collecte des « incidents » opérationnels sont fondamentaux car ils s'inscrivent dans le cadre des exigences réglementaires et participent au processus de calcul des exigences en fonds propres dans le cadre du modèle interne retenu par le Groupe.

II. Principales évolutions et/ou actions

1. Organisation et dispositif de surveillance des risques

Collecte des Risques Opérationnels :

En % du PNB d'activité, le coût du risque opérationnel représente 0,88% en pur brut pour 2012 et 0,42% pour le 1^{er} trimestre 2013 (données au 31 mars)

La « fraude externe » monétique est impactée comme en début d'année 2012 par la déclaration de plusieurs hold-up. S'ajoute pour le domaine Monétique, une hausse en nombre et montant de la fraude carte en général et le vol par détournement d'attention sur les GAB, en particulier : 336 K€ sur 2012 pour 250 incidents mais la tendance du début de l'année 2013 est à la baisse.

Les faits marquants sur le premier trimestre sont : Quatre reprises de provisions, deux concernant la catégorie de Bâle « Pratique en matière d'emploi » pour 424 K€ et deux dossiers liés de promotion immobilière dans les Hautes Alpes, pour le risque « Rupture abusive de concours » pour 1 432 K€.

Sur le deuxième trimestre : Les derniers rapports de l'ASP (ancien CNASEA) relève un taux de défauts inférieur aux prévisions initiales pour les années 2004 à 2006, en conséquence une reprise de provision de 1 183 K€ à eu lieu lors de ce premier semestre 2013.

Un dossier de fraude externe en risque Frontière crédit s'aggrave, avec plusieurs clients concernés, tous provenant du même prescripteur « faux expert-comptable » pour un total de 2 534 K€ en 2012 auquel s'ajoute 689 K€ de dotation au 1^{er} semestre 2013. Les deux plus gros dossiers de pertes concernent la gestion de la réalisation et la gestion du recouvrement pour un total d'environ 721 K€.

Une augmentation des réclamations et assignations sur « défaut de calcul du TEG » vont probablement accroître le poids du domaine crédit sur l'ensemble de la collecte.

2. Méthodologie

La collecte des incidents sur risques opérationnels est décentralisée sur plus de 20 unités déclarantes à l'aide du logiciel groupe Olimpia.net. L'analyse du risque et un contrôle de cohérence entre les passages des écritures comptables et les déclarations Olimpia, sont effectués par l'unité Risques Opérationnels Assurances. Des plans d'actions sont pilotés au niveau du département Contrôle Permanent

En complément de la collecte, pour le calcul de l'exigence de fonds propres l'analyse annuelle des scénarios majeurs est en cours. Quatorze scénarios ont été retenus et remontés à Casa.

RISQUES DE NON CONFORMITE

Evaluation des risques de non-conformité

Risques majeurs identifiés	Plan d'action 2013	Fin prévue des actions
Inadaptation du produit/service aux besoins du client	Accroître l'information auprès de certaines catégories de clientèle (personnes âgées de + 75 ans). Maîtrise du risque de défaut de Conseil : par un contrôle sur l'utilisation de Ventes Personnalisée (poursuite action 2012)	Fin année 2013
Non respect des règles d'archivage et de traçabilité	Poursuite de l'opération de mise en conformité des conventions CTO/PEA avec une nouvelle cible de clientèle	Fin année 2013
Non respect des règles d'archivage et de traçabilité.	Opération de vérification de la conformité des dossiers personnes morales avec une première cible constituée de la clientèle risquée.	Fin année 2013

Réglementations AMF et Code Monétaire et financier

Le début de l'année 2013 a été marqué par la poursuite d'actions ayant pour objet d'accroître la protection de la clientèle avec :

- Un suivi sur la réalisation systématique d'un diagnostic épargne réalisé au travers de l'outil « Vente Personnalisée » dans le cadre de la vente d'instruments financiers. Ce diagnostic épargne permet de sécuriser davantage la commercialisation des produits financiers, et de mieux établir la réalité et la traçabilité du devoir de conseil en ayant une connaissance suffisante des faits essentiels concernant notre client, et compte tenu des besoins exprimés de satisfaire aux critères suivants :
 - le service répond aux objectifs d'investissement du client,
 - le client est financièrement en mesure de faire face à tout risque lié au produit proposé,
 - le client possède l'expérience et les connaissances nécessaires pour comprendre les risques inhérents au produit proposé.
- Un dispositif préconisé dans le cadre de la commercialisation d'instruments financiers pour les clients de plus de 75 ans. Ce processus intègre une démarche conseil standard (QCE+VP) + une information orale et écrite renforcée sur le risque en capital, l'âge du souscripteur à la souscription du produit, la part du risque pris au regard de son patrimoine et de la diversification de ses avoirs financiers. Pour les produits identifiés comme risqués pour les personnes de plus de 75 ans, préconisation concernant l'âge dans les avis NAP délivrés par la caisse régionale. Enfin, des contrôles sont réalisés par le service Conformité pour s'assurer du respect du dispositif.
- Une opération de mise en conformité des conventions de compte Titres et PEA, qui permettra de disposer pour chaque client, d'un document signé formalisant la relation et tenant compte de la réglementation MIF.
- Un dispositif de validation des nouvelles activités et nouveaux produits (NAP) qui permet, en amont de la mise en marché des nouveaux produits, d'en sécuriser la commercialisation. Ce dispositif contribue à favoriser le conseil du bon produit au bon client par une attention particulière portée sur :
 - la description des caractéristiques des produits,
 - la clarté et la transparence de la communication,
 - la mise en avant des risques pour le client,
 - la protection des « personnes fragiles »,
 - les rappels aux obligations réglementaires.
- L'analyse des dysfonctionnements, en particulier via les réclamations du service client, permet au RCSI d'obtenir des indicateurs de non-conformité. Parallèlement, le service de la conformité contribue à la validation des cotations des risques de non-conformité réalisée dans le cadre de la mise à jour de la cartographie pilotée par le service des risques opérationnels.

RISQUES JURIDIQUES

Le risque juridique peut se définir comme un risque de dégradation des actifs de la Caisse régionale ou d'une augmentation de son passif, du fait du non respect de la réglementation ou d'une jurisprudence. Le cadre normatif interne n'a pas significativement évolué.

Les principales évolutions juridiques sont surtout intervenues en matière de crédit et de relations directes avec la clientèle.

De nettes évolutions sont attendues en 2013 avec la parution de la loi sur la consommation et principalement les actions de groupes.

CADRE GENERAL

Présentation juridique de l'entité

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Alpes Provence est une société coopérative à capital variable régie par le livre V du Code Monétaire et Financier et la Loi Bancaire du 24 janvier 1984 relative au contrôle et à l'activité des établissements de crédit.

Elle a son siège social 25 chemin des trois Cyprès 13097 Aix en Provence. RCS 381 976 448 Aix en Provence Code NAF 6419Z. Son territoire d'activités couvre les départements de Hautes Alpes, des Bouches du Rhône et de Vaucluse.

Sont rattachés au Crédit Agricole Alpes Provence, 75 Caisses Locales qui constituent des unités distinctes avec une vie juridique propre, 3 filiales immobilières portant les actifs immobiliers d'exploitation de la Caisse Régionale, les fonds dédiés CAP Régulier 1, CAP Actions 2, CAP Obligataire, et la filiale SAS Immobilière d'à côté détenant des participations dans des sociétés Agences Immobilières. Ces sociétés sont toutes consolidées selon la méthode de l'intégration globale.

Les Certificats Coopératifs (FR0000044323) émis par la Caisse Régionale Alpes Provence sont cotés sur la place de Paris.

ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

COMPTE DE RESULTAT

<i>(en milliers d'euros)</i>	<i>Notes</i>	30/06/2013	31/12/2012	30/06/2012
Intérêts et produits assimilés	3.1	277 660	619 466	321 258
Intérêts et charges assimilées	3.1	-160 725	-383 500	-197 529
Commissions (produits)	3.2	101 047	196 687	103 084
Commissions (charges)	3.2	-10 614	-20 652	-9 809
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	3.3	75	2 785	551
Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente	3.4	6 223	-23 088	-9 253
Produits des autres activités	3.5	3 279	4 764	2 708
Charges des autres activités	3.5	-1 180	-2 547	-1 260
PRODUIT NET BANCAIRE		215 765	393 915	209 750
Charges générales d'exploitation	3.6	-116 148	-241 349	-114 018
Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles	3.7	-6 606	-12 631	-6 748
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION		93 011	139 935	88 984
Coût du risque	3.8	-17 594	-24 516	-20 161
RESULTAT D'EXPLOITATION		75 417	115 419	68 823
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence				
Gains ou pertes nets sur autres actifs	3.9	58	4 565	
Variations de valeur des écarts d'acquisition	2.2			
RESULTAT AVANT IMPOT		75 475	119 984	68 823
Impôts sur les bénéfices	3.10	-29 171	-44 170	-18 042
Résultat net d'impôt des activités arrêtées ou en cours de cession				
RESULTAT NET		46 304	75 814	50 781
Participations ne donnant pas le contrôle			-51	1
RESULTAT NET – PART DU GROUPE		46 304	75 763	50 782

RESULTAT NET ET AUTRES ELEMENTS DU RESULTAT GLOBAL

Notes	30/06/2013	31/12/2012	30/06/2012
(en milliers d'euros)			
Résultat net	46 304	75 814	50 781
Gains et pertes actuariels sur avantages post emploi		- 2 277	- 1 833
Gains et pertes sur actifs non courants destinés à être cédés			
Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables, hors entités mises en équivalence	-	- 2 277	- 1 833
Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables des entités mises en équivalence			
Impôts sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables hors entités mises en équivalence		821	662
Impôts sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables des entités mises en équivalence			
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables	-	- 1 456	- 1 171
Gains et pertes sur écarts de conversion		¹	
Gains et pertes sur actifs disponibles à la vente (1)	- 5 662	24 639	20 398
Gains et pertes sur instruments dérivés de couverture	2 259	- 21 715	- 21 740
Gains et pertes sur actifs non courants destinés à être cédés			
Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres recyclables, hors entités mises en équivalence	- 3 403	2 925	- 1 342
Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres recyclables part du Groupe des entités mises en équivalence			
Impôts sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables hors entités mises en équivalence	1 451	341	7 445
Impôts sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables des entités mises en équivalence			
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres recyclables	- 1 952	3 266	6 103
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres 3.11	- 1 952	1 810	4 932
Résultat net et autres éléments du résultat global	44 352	77 624	55 713
Dont participations ne donnant pas le contrôle	-	51	1
Dont part du Groupe	44 352	77 573	55 712

(1) L'ensemble des Caisses régionales de Crédit Agricole détient la totalité du capital de SAS Rue la Boétie dont l'objet exclusif est la détention à tout moment de plus de 50 % des droits de vote et du capital de Crédit Agricole S.A. Les opérations sur les titres non cotés SAS Rue la Boétie sont encadrées par une convention de liquidité qui détermine le prix de référence qui devrait s'appliquer en cas de transferts des titres SAS Rue La Boétie entre Caisses régionales ou lors des augmentations de capital de SAS Rue la Boétie.

Au plan comptable, les titres SAS Rue La Boétie sont classés en titres disponibles à la vente (AFS) et doivent être valorisés à leur juste valeur dans les comptes des Caisses régionales. Dans la mesure où ces titres ne sont pas cotés sur un marché actif, cette juste valeur doit être établie sur la base de techniques de valorisation. Si aucune juste valeur ne peut être déterminée de manière fiable, la norme prévoit que les titres soient maintenus à leur prix de revient. Jusqu'à présent et

pour refléter les spécificités des titres SAS Rue La Boétie, la valeur retenue pour l'établissement des comptes consolidés des Caisses régionales a été alignée sur la convention de liquidité qui détermine le prix de référence qui doit s'appliquer en cas de transferts des titres SAS Rue La Boétie entre Caisses régionales. Ce prix de référence est déterminé par une formule qui intègre trois composantes : le cours de bourse des titres Crédit Agricole S.A., le coût de revient de l'action Crédit Agricole S.A. dans les comptes de la SAS Rue La Boétie et l'actif net consolidé par action de Crédit Agricole S.A.

Toutefois, dans un contexte de marché dégradé, la baisse du cours de l'action Crédit Agricole S.A. s'est traduit par un écart croissant constaté durablement entre le cours de l'action Crédit Agricole S.A. et le prix de l'action SAS Rue La Boétie fixé par la convention de liquidité. En l'absence de transaction sur le titre entre les Caisses régionales, ce prix fixé par la convention n'a plus semblé pouvoir être considéré comme une référence de prix représentative de leur juste valeur au sens de la norme IAS 39.

En outre, la mise en œuvre d'une valorisation qui permettrait de refléter l'ensemble des droits et obligations attachés à la détention des titres SAS Rue La Boétie soulève de nombreuses incertitudes, en particulier en ce qui concerne la valorisation d'éléments intangibles et incessibles comme :

- La stabilité capitalistique du Groupe qui permet d'assurer le contrôle collectif et permanent des Caisses régionales sur Crédit Agricole S.A.,
- La couverture des risques de liquidité et de solvabilité des Caisses régionales,
- Les relations économiques et financières internes au Groupe Crédit Agricole,
- La mise en commun de moyens et,
- La valorisation, le développement et l'utilisation de la marque Crédit Agricole,

En conséquence, et comme le prévoit la norme IAS 39 dès lors que le recours à un modèle de valorisation ne permet pas d'établir une valorisation fiable, les titres SAS Rue La Boétie sont valorisés à leur coût depuis le 31 décembre 2012. En cas de cession ou de dépréciation, les gains et pertes latents précédemment constatés en gains et pertes directement en capitaux propres sont transférés en résultat. En cas d'indication objective de perte de valeur les titres sont dépréciés dès lors que la valeur comptable du titre est supérieure à une valeur de référence déterminée sur une approche multicritère basée sur la valeur de marché des différentes activités de Crédit Agricole S.A. Ainsi, les travaux de valorisation s'appuient sur une approche fondée sur des paramètres de marché visant à établir une valeur des flux de trésorerie futurs attendus actualisés au taux qui serait retenu par le marché pour un actif similaire conformément au paragraphe 66 d'IAS 39. Cette approche combine une valorisation des flux futurs attendus des différentes activités du Groupe actualisés à un taux de marché, une valorisation de l'actif net du Groupe, une valorisation des activités du Groupe par référence à des prix de transactions observés récemment sur des activités similaires, une valorisation fondée sur le cours de bourse de Crédit Agricole S.A. complété d'une prime de contrôle et, le cas échéant une valorisation par référence aux transactions internes.

Ainsi, depuis le 31 décembre 2012, les titres SAS Rue La Boétie ont été évalués à leur coût. Ce dernier correspondait à la juste valeur des titres au 30 septembre 2012, soit 14 euros. La valeur fondée sur des paramètres de marché et déterminée pour le test de dépréciation selon la méthodologie décrite ci-avant ressortait à 13,64 euros au 31 décembre 2012.

En conséquence, les impacts en 2012 pour la Caisse régionale de Crédit Agricole Alpes Provence ont été les suivants :

- Constatation d'une dépréciation de 13 704 milliers d'euros déterminée à partir de la différence entre la valeur des titres au 30 Septembre 2012, soit 14 euros par action, et la valeur déterminée par les tests de dépréciation, soit 13,64 euros par action,

- Reclassement partiel en résultat des gains latents constatés en capitaux propres pour 1 860 milliers d'euros, montant correspondant à la différence entre le coût de revient historique moyen du titre et sa juste valeur au moment du reclassement, soit 14 euros par titre,

Soit un impact global négatif sur le résultat consolidé au 31 Décembre 2012 de 11 844 milliers d'euros.

Au 30 juin 2013, en l'absence d'indice de perte de valeur, les titres SAS Rue La Boétie n'ont pas fait l'objet de test de dépréciation, et aucune dépréciation complémentaire n'a dû être constatée.

BILAN ACTIF

<i>(en milliers d'euros)</i>	<i>Notes</i>	30/06/2013	31/12/2012
Caisse, banques centrales		70 417	68 640
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	5.1 - 5.6	12 557	13 514
Instruments dérivés de couverture		172 984	239 507
Actifs financiers disponibles à la vente	5.2 - 5.4 - 5.5 - 5.6	1 112 935	1 112 853
Prêts et créances sur les établissements de crédit	5.3 - 5.5	3 829 231	4 627 960
Prêts et créances sur la clientèle	5.3 - 5.5	10 999 489	10 924 511
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux		191 440	271 305
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance		368 718	328 635
Actifs d'impôts courants et différés		110 324	62 827
Comptes de régularisation et actifs divers		272 877	296 851
Actifs non courants destinés à être cédés			
Participation aux bénéfices différée			
Participations dans les entreprises mises en équivalence			
Immeubles de placement	5.09	4 790	4 812
Immobilisations corporelles	5.10	120 184	121 539
Immobilisations incorporelles	5.10	10	2
Ecart d'acquisition	2.2		
TOTAL DE L'ACTIF		17 265 956	18 072 956

BILAN PASSIF

<i>(en milliers d'euros)</i>	<i>Notes</i>	30/06/2013	31/12/2012
Banques centrales			
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	5.1	2 201	3 209
Instruments dérivés de couverture		260 493	342 711
Dettes envers les établissements de crédit	5.7	8 139 091	8 181 993
Dettes envers la clientèle	5.7	4 526 346	4 363 055
Dettes représentées par un titre	5.8	2 023 363	2 785 084
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux		142 867	209 257
Passifs d'impôts courants et différés		21 186	1 107
Comptes de régularisation et passifs divers		218 383	280 302
Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés			
Provisions techniques des contrats d'assurance			
Provisions	5.11	48 897	44 792
Dettes subordonnées	5.8	35 739	35 044
TOTAL DETTES		15 418 566	16 246 554
CAPITAUX PROPRES		1 847 390	1 826 402
Capitaux propres - part du Groupe		1 847 289	1 826 281
Capital et réserves liées		651 245	655 182
Réserves consolidées		1 133 195	1 076 838
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres		16 546	18 498
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur actifs non courants destinés à être cédés			
Résultat de l'exercice		46 304	75 763
Participations ne donnant pas le contrôle		101	121
TOTAL DU PASSIF		17 265 956	18 072 956

TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

	Part du Groupe							Participations ne donnant pas le contrôle			Capitaux propres consolidés		
	Capital et réserves liées				Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres		Résultat net	Capitaux propres	Capital réserves consolidés et résultat	Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres			
	Capital	Primes et Réserves consolidées liées au capital (1)	Elimination des titres auto-détenus	Total Capital et Réserves consolidées	Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables	Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables				Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables		Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables	Capitaux propres
(en milliers d'euros)													
Capitaux propres au 1er janvier 2012	402 321	250 170	-300	1 076 840	2 310	14 377	20 060	1 765 676	70			70	1 765 746
Augmentation de capital	3 488							3 488					3 488
Variation des titres auto détenus			-246					-246					-246
Dividendes versés au 1er semestre 2012				0			-19 959	-19 959					-19 959
Dividendes reçus des Caisses régionales et filiales				0				0					0
Variation des réserves liées aux actifs disponibles à la vente				0			19 995	19 995					19 995
Variation des réserves liées aux instruments dérivés				0			-13 892	-13 892					-13 892
Variation des réserves liées aux gains et pertes post emploi instruments dérivés				0		-1 171		-1 171					-1 171
Mouvements liés aux paiements en actions				0				0					0
Mouvements liés aux opérations avec les actionnaires	3 488	0	-246	0	-1 171	6 103	-19 959	-11 785	0	0	0	0	-11 785
Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres				0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Quote-part dans les variations de Capitaux Propres des entreprises mises en équivalence				0				0					0
Résultat du 1er semestre 2012				0			50 782	50 782					50 782
Autres variations				0			-102						0
Capitaux propres au 30 juin 2012	405 809	250 170	-546	1 076 840	1 139	20 480	50 781	1 804 673	70	0	0	70	1 804 743
Augmentation de capital	-251							-251					-251
Variation des titres auto détenus				0				0					0
Dividendes versés au 2ème semestre 2012				0				0					0
Dividendes reçus des Caisses régionales et filiales				0				0					0
Variation des réserves liées aux actifs disponibles à la vente				0			466	466					466
Variation des réserves liées aux instruments dérivés				0			-490	-490					-490
Variation des réserves liées aux gains et pertes post emploi instruments dérivés				0		-285		-285					-285
Régularisation déconsolidation SOFIPACA				0			-2 812	-2 812					-2 812
Mouvements liés aux paiements en actions				0				0					0
Mouvements liés aux opérations avec les actionnaires	-251	0	0	0	-285	-2 836	0	-3 372	0	0	0	0	-3 372
Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres				0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Quote-part dans les variations de Capitaux Propres des entreprises mises en équivalence				0				0					0
Résultat du 2nd semestre 2012				0			24 981	24 981					24 981
Autres variations				0				0	50			50	50
Capitaux propres au 31 décembre 2012	405 558	250 170	-546	1 076 840	854	17 644	75 762	1 826 282	120	0	0	120	1 826 402
Affectation du résultat 2012				0									0
Capitaux propres au 1er janvier 2013	405 558	250 170	-546	1 076 840	854	17 644	75 762	1 826 282	120	0	0	120	1 826 402
Augmentation de capital	-4 046							-4 046					-4 046
Variation des titres auto détenus			109					109					109
Variation des réserves				56 355				-56 355					0
Dividendes versés au 1er semestre 2013				0			-19 407	-19 407	-20		-20		-19 427
Dividendes reçus des Caisses régionales et filiales				0				0					0
Variation des réserves liées aux actifs disponibles à la vente				0			-3 396	-3 396					-3 396
Variation des réserves liées aux instruments dérivés				0			1 444	1 444					1 444
Variation des réserves liées aux gains et pertes post emploi instruments dérivés				0				0					0
Effet des acquisitions / cessions sur les participations ne donnant pas le contrôle				0				0					0
Mouvements liés aux paiements en actions				0				0					0
Mouvements liés aux opérations avec les actionnaires	-4 046	0	109	56 355	0	-1 952	-75 762	-25 296	-20	0	0	-20	-25 316
Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres				0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Quote-part dans les variations de Capitaux Propres des entreprises mises en équivalence				0				0					0
Résultat du 1er semestre 2013				0			46 304	46 304					46 304
Autres variations				0				0					0
CAPITAUX PROPRES AU 30 JUIN 2013	401 512	250 170	-437	1 133 195	854	15 692	46 304	1 847 290	100	0	0	100	1 847 390

(1) : Réserves consolidées avant élimination des titres d'auto-contrôle

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE

<i>(en milliers d'euros)</i>	1er semestre 2013	1er semestre 2012	31/12/2012
Résultat avant impôts	75 475	68 823	119 984
Dotations nettes aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles	6 606	6 749	12 632
Dépréciations des écarts d'acquisition et des autres immobilisations			
Dotations nettes aux dépréciations et aux provisions	25 181	28 858	48 201
Quote-part de résultat liée aux sociétés mises en équivalence			
Résultat net des activités d'investissement	-471	5 933	1 369
Résultat net des activités de financement	761	1 290	2 590
Autres mouvements	-26 553	-15 093	9 186
Total des éléments non monétaires inclus dans le résultat net avant impôts et des autres ajustements	5 524	27 737	73 978
Flux liés aux opérations avec les établissements de crédit	812 232	-1 153 666	-1 310 952
Flux liés aux opérations avec la clientèle	73 098	142 409	306 347
Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs financiers	-795 351	945 324	989 376
Flux liés aux opérations affectant des actifs ou passifs non financiers	-16 968	-10 268	-2 918
Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence (1)			
Impôts versés	-55 139	-3 593	-32 738
Diminution/(augmentation) nette des actifs et passifs provenant des activités opérationnelles	17 872	-79 794	-50 885
Flux provenant des activités abandonnées			
TOTAL Flux net de trésorerie généré par l'activité OPERATIONNELLE (A)	98 871	16 766	143 077
Flux liés aux participations (2)	-8 328	-6 943	-7 347
Flux liés aux immobilisations corporelles et incorporelles	-5 200	-3 544	2 549
Flux provenant des activités abandonnées			
TOTAL Flux net de trésorerie lié aux opérations d'INVESTISSEMENT (B)	-13 528	-10 487	-4 798
Flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires (3)	-23 364	-16 717	-16 968
Autres flux nets de trésorerie provenant des activités de financement (4)	-66		-30 043
Flux provenant des activités abandonnées			
TOTAL Flux net de trésorerie lié aux opérations de FINANCEMENT (C)	-23 430	-16 717	-47 011
Effet de la variation des taux de change sur la trésorerie et équivalent de trésorerie (D)			
Augmentation/(diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie (A + B + C + D)	61 913	-10 438	91 268
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture	71 555	-19 713	-19 713
Solde net des comptes de caisse et banques centrales *	68 614	70 952	70 952
Solde net des comptes, prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit **	2 941	-90 665	-90 665
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture	133 468	-30 150	71 555
Solde net des comptes de caisse et banques centrales *	70 392	66 174	68 614
Solde net des comptes, prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit **	63 076	-96 324	2 941
VARIATION DE LA TRESORERIE NETTE ET DES EQUIVALENTS DE TRESORERIE	61 913	-10 437	91 268

* composé du solde net des postes "Caisses et banques centrales", hors intérêts courus (y compris trésorerie des entités reclassées en activités destinées à être cédées)

** composé du solde des postes "comptes ordinaires débiteurs sains" et "comptes et prêts au jour le jour sains" tels que détaillés en note 5.3 et des postes "comptes ordinaires créditeurs" et "comptes et emprunts au jour le jour" tels que détaillés en note 5.7 (hors intérêts courus et y compris opérations internes au Crédit Agricole)

(1) Pas de mouvements sur la période

(2) Cette ligne recense les effets nets sur la trésorerie des acquisitions et des cessions de titres de participation. Au cours du premier semestre 2013, l'impact net des acquisitions sur la trésorerie du Groupe consolidé Crédit Agricole Alpes Provence s'élève à 8.328 K€, portant notamment sur les opérations suivantes :

- Acquisition des titres C2MS : décaissement de 1.241 K€ par la Caisse Régionale
- Pôle immobilier : décaissement de 11.221 K€ et encaissement de 4.060 K€ par la Holding IAC dans le cadre de prise de participations et de cession de titres.

(3) Le flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires comprend le paiement des dividendes versés par la Caisse Régionale à ses actionnaires, à hauteur de 9 773 K€ pour le premier semestre 2013, les intérêts aux parts versés par les Caisses Locales pour 9 661 K€ et la diminution de capital des caisses locales pour 4 046 K€.

(4) Au cours du premier semestre 2013, pas de flux de trésorerie significatifs liés aux opérations de financement.

NOTES ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDES INTERMEDIAIRES RESUMES

1. Principes et Méthodes applicables dans le Groupe, jugements et estimations utilisés

Les comptes consolidés intermédiaires résumés de la Caisse Régionale Alpes Provence au 30 juin 2013 ont été préparés et sont présentés en conformité avec la norme IAS 34 relative à l'information financière intermédiaire, qui définit le contenu minimum de l'information, et qui identifie les principes de comptabilisation et d'évaluation devant être appliqués à un rapport financier intermédiaire.

Les normes et interprétations utilisées pour la préparation des comptes consolidés intermédiaires résumés sont identiques à celles utilisées par le groupe Crédit Agricole pour l'élaboration des comptes consolidés au 31 décembre 2012 établis, en application du règlement CE n° 1606/2002, conformément aux normes IAS/IFRS et aux interprétations IFRIC telles qu'adoptées par l'Union européenne (version dite « carve out »), en utilisant donc certaines dérogations dans l'application de la norme IAS 39 pour la comptabilité de macro-couverture.

Ces normes et interprétations ont été complétées par les dispositions des normes IFRS telles qu'adoptées par l'Union européenne au 30 juin 2013 et dont l'application est obligatoire pour la première fois sur l'exercice. Celles-ci portent sur :

Normes, Amendements ou Interprétations	Date de publication par l'Union européenne	Date de 1ère application obligatoire : exercices ouverts à compter du	Applicable dans le Groupe
Amendement de la norme IAS 1, relatif à la présentation des autres éléments du résultat global, nouvelle décomposition des autres capitaux	05 juin 2012 (UE n°475/2012)	1er janvier 2013	Oui
Amendement de la norme IAS 19 relatif aux engagements de retraite (régimes à prestations définies)	05 juin 2012 (UE n°475/2012)	1er janvier 2013	Oui
Norme IFRS 13 relative à l'évaluation de la juste valeur	11 décembre 2012 (UE n° 1255/12)	1er janvier 2013	Oui
Amendement de la norme IAS 12 sur les impôts différés actifs/passifs en complément des dispositions de SIC 21	11 décembre 2012 (UE n° 1255/12)	1er janvier 2013	Non
Interprétation d'IFRIC 20 sur les frais de déblaiement engagés pendant la phase de production d'une mine à ciel ouvert	11 décembre 2012 (UE n° 1255/12)	1er janvier 2013	Non
Amendement d'IFRS 1 sur l'hyperinflation grave	11 décembre 2012 (UE n° 1255/12)	1er janvier 2013	Non
Amendements d'IFRS 7 sur les informations à fournir au titre des compensations d'actifs financiers et des passifs financiers	13 décembre 2012 (UE n° 1256/12)	1er janvier 2013	Oui
Amendement de la norme IFRS 1 (prêts publics) Application prospective de la décote sur les prêts publics reçus à un taux inférieur au marché.	03 mars 2013 (UE n°183/2013)	1 ^{er} janvier 2013	Non

Amendements portant sur les améliorations annuelles des IFRS, cycle 2009-2011 modifiant les normes suivantes : IFRS 1, IAS 1, IAS 16, IAS 32, IAS 34	27 mars 2013 (UE n°301/2013)	1 ^{er} janvier 2013	Oui
--	---------------------------------	------------------------------	-----

La norme IFRS 13 donne un cadre général à l'évaluation de la juste valeur, en s'appuyant sur une définition unique basée sur un prix de sortie et prévoit de nouvelles informations à communiquer en annexe sur les évaluations à la juste valeur.

La principale portée de cette norme est la prise en compte du risque de non-exécution sur les dérivés passifs (DVA ou risque de crédit propre), selon une approche symétrique l'évaluation du risque de contrepartie sur les dérivés actifs (CVA).

L'application de ces nouvelles dispositions n'a pas eu d'impact significatif sur le résultat et la situation nette de la période.

En effet :

- L'amendement de la norme IAS 1 prévoit, au sein des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres, la distinction des éléments recyclables/non recyclables. La mise en œuvre de cet amendement se résume à un impact de présentation.
- L'amendement de la norme IAS 19 prévoit principalement l'obligation d'enregistrer les écarts actuariels, relatifs aux régimes à prestations définies, en gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres. Cette méthode étant déjà appliquée par le Groupe (optionnelle dans la version actuelle d'IAS 19), les effets de cet amendement sont très limités et non significatifs (enregistrement en capitaux propres dans les comptes au 30 juin 2013).
- L'amendement d'IFRS 7 qui vise à réconcilier les règles de compensation US Gaap et IFRS prévoit que soient mentionnés les effets des accords de compensation sur les actifs et les passifs financiers. La traduction de cet amendement sera l'intégration d'une note complémentaire au niveau des notes annexes des états financiers au 31 décembre 2013.

Il est rappelé que lorsque l'application anticipée de normes et interprétations est optionnelle sur une période, l'option n'est pas retenue par le Groupe, sauf mention spécifique.

Ceci concerne en particulier :

Normes, Amendements ou Interprétations	Date de publication par l'Union européenne	Date de 1^{ère} application obligatoire : exercices ouverts à compter du	Applicable dans le Groupe
Norme IFRS 10 sur les états financiers consolidés	11 décembre 2012 (UE n° 1254/12)	1 ^{er} janvier 2014	Oui
Norme IFRS 11 sur les partenariats	11 décembre 2012 (UE n° 1254/12)	1 ^{er} janvier 2014	Oui
Norme IFRS 12 sur les informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités	11 décembre 2012 (UE n° 1254/12)	1 ^{er} janvier 2014	Oui
Norme IAS 27 modifiée sur les états financiers individuels	11 décembre 2012 (UE n° 1254/12)	1 ^{er} janvier 2014	Non
Norme IAS 28 modifiée sur les participations dans	11 décembre	1 ^{er} janvier 2014	Oui

des entreprises associées et des coentreprises	2012 (UE n° 1254/12)		
Amendement d'IAS 32 sur la présentation des compensations d'actifs financiers et des passifs financiers	13 décembre 2012 (UE n° 1256/12)	1 ^{er} janvier 2014	Oui
Amendements relatifs aux dispositions transitoires pour les normes IFRS 10 : Consolidation des états financiers, IFRS 11 : Partenariat et IFRS 12 : Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités	04 avril 2013 (UE n° 313/2013)	1 ^{er} janvier 2014	Oui

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Alpes Provence n'attend pas d'effets significatifs de l'application de ces dispositions sur son résultat et sa situation nette.

Par ailleurs, les normes et interprétations publiées par l'IASB mais non encore adoptées par l'Union européenne n'entreront en vigueur d'une manière obligatoire qu'à partir de cette adoption et ne sont donc pas appliquées par le Groupe au 30 juin 2013.

Les comptes consolidés intermédiaires résumés sont destinés à actualiser les informations fournies dans les comptes consolidés au 31 décembre 2012 de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Alpes Provence et doivent être lus en complément de ces derniers. Aussi, seules les informations les plus significatives sur l'évolution de la situation financière et des performances de la Caisse Régionale sont reproduites dans ces comptes semestriels.

De par leur nature, les évaluations nécessaires à l'établissement des comptes consolidés exigent la formulation d'hypothèses et comportent des risques et des incertitudes quant à leur réalisation dans le futur. Les estimations comptables qui nécessitent la formulation d'hypothèses sont utilisées principalement pour les évaluations réalisées pour les instruments financiers évalués à leur juste valeur, les participations non consolidées, les régimes de retraites et autres avantages sociaux futurs, les dépréciations durables de titres disponibles à la vente et détenus à maturité, les dépréciations de créances irrécouvrables, les provisions, la dépréciation des écarts d'acquisition et les actifs d'impôts différés.

2. Informations significatives du semestre

Le périmètre de consolidation et ses évolutions au 30 juin 2013 est présenté de façon détaillée à la fin des notes annexes en note 10.

2.1. Principales opérations de structure et événements significatifs de la période

Événements significatifs de la période

- Conformément aux instructions du Groupe Crédit Agricole, la Caisse Régionale Alpes Provence a matérialisé dans ses comptes consolidés une provision complémentaire de 1.1 M€ pour dépréciation durable de la valeur de Sacam International portant ainsi à 12.5 M€ le montant total de dépréciation de ces titres.
Au 30/06/2013, la valorisation IFRS des titres SAS Rue La Boétie a été maintenue au niveau du 31/12/2012 en l'absence d'indice de perte de valeur et aucune dépréciation complémentaire n'a dû être constatée,

- Comme en 2012, CA SA n'a pas versé de dividende à ses actionnaires en 2013. Pour rappel, le dividende reçu par la Caisse Régionale via la SAS Rue La Boétie s'élevait à 18.4 M€ en 2011,
- Conformément à ce qui était prévu, la Caisse Régionale a réalisé en Janvier 2013 le débouclage de son dernier GIE Fiscal et a ainsi enregistré dans ses comptes une moins value de cession de 21.7 M€ entièrement couverte par les provisions constituées à cet effet
- Les provisions pour risques & charges ont enregistré les mouvements suivants sur le 1^{er} semestre 2013:
 - Augmentation de 3 M€ de la provision épargne logement suite à l'actualisation du modèle de calcul (contre une reprise nette de 3.8 M€ sur le 1^{er} semestre 2012)
 - Reprise de provision pour risque opérationnel à hauteur de 1.2 M€ suite aux résultats du contrôle ASP (ex CNASEA) réalisé sur les dossiers des années 2004 à 2006
- Enfin le 1^{er} semestre 2013 a été également marqué par la préparation de la bascule vers un nouveau système informatique unique (NICE) qui interviendra mi-octobre.

Principales opérations de structure réalisées au cours de l'exercice

Le périmètre de consolidation n'a pas varié au cours du premier semestre 2013.

2.2. Ecarts d'acquisition

La Caisse régionale de Crédit Agricole Alpes Provence n'est pas concernée par les écarts d'acquisition.

2.3. Parties liées

Sont décrites ci-après les transactions conclues avec les parties liées au cours du premier semestre 2013 :

- **Relations Caisses Locales – Caisse Régionale**

Les 75 Caisses Locales détiennent 4 843 059 parts sociales sur le capital de la Caisse Régionale pour un montant global de 73,8 M€. Le montant des comptes courants bloqués à la Caisse Régionale s'élève à 275,1 M€. Au cours du semestre la Caisse Régionale a distribué aux Caisses Locales 2,034 M€ au titre de l'intérêt aux parts sociales.

- **Relations Filiales immobilières – Caisse Régionale**

Le montant des titres de participation détenus par la Caisse Régionale sur les trois sociétés consolidées (Les FAUVINS, CAAP IMMO et CAAP IMMO 4) s'élève à 18,7 M€. Le montant des facturations de loyers par les filiales représente 0.7 M€.

- **Relations Fonds dédié Cap Régulier 1 – Caisse Régionale**

Créé en avril 2006, le capital du fonds dédié Cap Régulier 1 n'a pas varié sur le semestre. Le montant du capital s'élève à 39,55 M€ dont 39,54 M€ détenus par la Caisse Régionale.

- **Relations Fonds Dédié Cap Actions 2 – Caisse Régionale**

Créé en Juin 2010, le capital du fonds dédié Cap Actions 2 n'a pas varié sur le semestre. Le montant du capital s'élève à 30,01 M€ dont 30 M€ détenus par la Caisse Régionale.

- **Relations Fonds Dédié Cap Obligataire – Caisse Régionale**

Créé en Juin 2010, le capital du fonds dédié Cap Actions 2 n'a pas varié sur le semestre. Le montant du capital s'élève à 30,01 M€ dont 30 M€ détenus par la Caisse Régionale.

- **Relations SAS Immobilière d'à Coté – Caisse Régionale**

La SAS Immobilière d'à coté a été créée en mai 2008, avec un capital social de 20 M€ intégralement libéré et détenu par la Caisse Régionale. Son objet est la prise de participation majoritaire dans toute société. Le montant des participations prises par SAS Immobilière d'à coté s'élève au 30 juin 2013 à 12,256 M€.

- **Relations SAS Rue la Boétie – Caisse Régionale**

En Juin 2013, la Caisse Régionale n'a perçu aucun dividende au titre de ses participations dans la SAS Rue la Boétie

3. Notes relatives au compte de résultat

3.1. Produits et Charges d'intérêts

(en milliers d'euros)	30/06/2013	31/12/2012	30/06/2012
Sur opérations avec les établissements de crédit	3 446	8 440	4 544
Sur opérations internes au Crédit Agricole	35 487	80 232	40 427
Sur opérations avec la clientèle	201 694	433 522	221 484
Intérêts courus et échus sur actifs financiers disponibles à la vente	597	662	65
Intérêts courus et échus sur actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	7 923	15 713	7 891
Intérêts courus et échus des instruments de couverture	28 513	80 897	46 847
Sur opérations de location-financement			
Autres intérêts et produits assimilés			
Produits d'intérêts (1) (2)	277 660	619 466	321 258
Sur opérations avec les établissements de crédit	-4 470	-11 358	-5 445
Sur opérations internes au Crédit Agricole	-78 915	-199 570	-105 749
Sur opérations avec la clientèle	-31 004	-54 383	-24 475
Sur dettes représentées par un titre	-9 737	-28 745	-14 351
Sur dettes subordonnées	-761	-2 590	-1 290
Intérêts courus et échus des instruments de couverture	-35 838	-86 854	-46 219
Sur opérations de location-financement			
Autres intérêts et charges assimilées			
Charges d'intérêts	-160 725	-383 500	-197 529

(1) dont 6 278 milliers d'euros sur créances dépréciées individuellement (total PCCO 70709000, 70709200, 70619200 et 70519000) au 30 juin 2013 contre 13 352 milliers d'euros au 31 décembre 2012 et 6 713 milliers d'euros au 30 juin 2012

(2) dont 986 milliers d'euros au 30 juin 2013 correspondant à des bonifications reçues de l'Etat, contre 2 099 milliers d'euros au 31 décembre 2012 et 1 091 milliers d'euros au 30 juin 2012

3.2. Commissions nettes

(en milliers d'euros)	30/06/2013			31/12/2012			30/06/2012		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Sur opérations avec les établissements de crédit	200	-28	172	327	-63	264	169	-37	132
Sur opérations internes au Crédit Agricole	11 256	-4 507	6 749	27 188	-9 190	17 998	14 005	-4 641	9 364
Sur opérations avec la clientèle	26 564	-1 369	25 195	48 059	-1 302	46 757	24 440	-416	24 024
Sur opérations sur titres		-251	-251		-229	-229		-111	-111
Sur opérations de change	123	-6	117	292	-15	277	163	-8	155
Sur opérations sur instruments dérivés et autres opérations de hors bilan	9		9	104		104	94		94
Sur moyens de paiement et autres prestations de services bancaires et financiers	60 965	-4 439	56 526	116 983	-9 824	107 159	62 360	-4 585	57 775
Gestion d'OPCVM, fiducie et activités analogues	1 930	-14	1 916	3 734	-29	3 705	1 853	-11	1 842
Produits nets des commissions	101 047	-10 614	90 433	196 687	-20 652	176 035	103 084	-9 809	93 275

3.3. Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat

(en milliers d'euros)	30/06/2013	31/12/2012	30/06/2012
Dividendes reçus	27		
Plus ou moins values latentes ou réalisées sur actif/passif à la juste valeur par résultat par nature	-94	-730	-590
Plus ou moins values latentes ou réalisées sur actif/passif à la juste valeur par résultat par option		2 321	789
Solde des opérations de change et instruments financiers assimilés (hors résultat des couvertures d'investissements nets des activités à l'étranger)	142	1 194	352
Résultat de la comptabilité de couverture			
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	75	2 785	551

Le résultat de la comptabilité de couverture se décompose comme suit :

(en milliers d'euros)	30/06/2013		
	Profits	Pertes	Net
Couvertures de juste valeur	2715	-2715	0
Variations de juste valeur des éléments couverts attribuables aux risques couverts	1108	-1607	-499
Variations de juste valeur des dérivés de couverture (y compris cessations de couvertures)	1607	-1108	499
Couvertures de flux de trésorerie	0	0	0
Variations de juste valeur des dérivés de couverture - partie inefficace			0
Couvertures d'investissements nets dans une activité à l'étranger	0	0	0
Variations de juste valeur des dérivés de couverture - partie inefficace			0
Couvertures de la juste valeur de l'exposition au risque de taux d'intérêt d'un portefeuille d'instruments financiers	823 495	- 823 495	0
Variations de juste valeur des éléments couverts	405 010	- 418 485	-13475
Variations de juste valeur des dérivés de couverture	418 485	- 405 010	13475
Couvertures de l'exposition des flux de trésorerie d'un portefeuille d'instruments financiers au risque de taux d'intérêt	0	0	0
Variations de juste valeur de l'instrument de couverture - partie inefficace			0
Total Résultat de la comptabilité de couverture	826 210	- 826 210	0

(en milliers d'euros)	31/12/2012		
	Profits	Pertes	Net
Couvertures de juste valeur	2 801	-2 801	0
Variations de juste valeur des éléments couverts attribuables aux risques couverts	1 606	-1 195	411
Variations de juste valeur des dérivés de couverture (y compris cessations de couvertures)	1 195	-1 606	-411
Couvertures de flux de trésorerie	0	0	0
Variations de juste valeur des dérivés de couverture - partie inefficace			0
Couvertures d'investissements nets dans une activité à l'étranger	0	0	0
Variations de juste valeur des dérivés de couverture - partie inefficace			0
Couvertures de la juste valeur de l'exposition au risque de taux d'intérêt d'un portefeuille d'instruments financiers	793 398	-793 398	0
Variations de juste valeur des éléments couverts	410 788	-382 610	28 178
Variations de juste valeur des dérivés de couverture	382 610	-410 788	-28 178
Couvertures de l'exposition des flux de trésorerie d'un portefeuille d'instruments financiers au risque de taux d'intérêt	0	0	0
Variations de juste valeur de l'instrument de couverture - partie inefficace			0
Total Résultat de la comptabilité de couverture	796199	-796199	0

<i>(en milliers d'euros)</i>	30/06/2012		
	Profits	Pertes	Net
Couvertures de juste valeur	2 751	- 2 751	0
Variations de juste valeur des éléments couverts attribuables aux risques couverts	1 556	- 1 195	361
Variations de juste valeur des dérivés de couverture (y compris cessations de couvertures)	1 195	- 1 556	- 361
Couvertures de flux de trésorerie	-	-	-
Variations de juste valeur des dérivés de couverture - partie inefficace	-	-	-
Couvertures d'investissements nets dans une activité à l'étranger	-	-	-
Variations de juste valeur des dérivés de couverture - partie inefficace	-	-	-
Couvertures de la juste valeur de l'exposition au risque de taux d'intérêt d'un portefeuille d'instruments financiers	704 561	- 704 561	-
Variations de juste valeur des éléments couverts	361 909	- 342 652	19 257
Variations de juste valeur des dérivés de couverture	342 652	- 361 909	- 19 257
Couvertures de l'exposition des flux de trésorerie d'un portefeuille d'instruments financiers au risque de taux d'intérêt	-	-	-
Variations de juste valeur de l'instrument de couverture - partie inefficace	-	-	-
Total Résultat de la comptabilité de couverture	707 312	- 707 312	0

3.4. Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente

<i>(en milliers d'euros)</i>	30/06/2013	31/12/2012	30/06/2012
Dividendes reçus	2 180	2 394	2 361
Plus ou moins values de cessions réalisées sur actifs financiers disponibles à la vente *	5 154	-380	-2 706
Pertes sur titres dépréciés durablement (titres de capitaux propres)	-1 111	-25 165	-8 971
Plus ou moins values de cessions réalisées sur actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance et sur prêts et créances		63	63
Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente	6 223	-23 088	-9 253

* hors résultat de cession sur actifs financiers disponibles à la vente à revenu fixe dépréciés durablement mentionnés en note 3.8

La ligne « Pertes sur titres dépréciés durablement (titres de capitaux propres) » intègre en 2012 :

- 13.704 milliers d'euros de dépréciation sur les titres SAS Rue la Boétie
- 11.425 milliers d'euros de dépréciation durable des titres SAS Sacam International

Au 30 Juin 2013, un complément de dépréciation des titres SAS Sacam International a été comptabilisé à hauteur de 1.102 milliers d'euros.

3.5. Produits et charges nets des autres activités

<i>(en milliers d'euros)</i>	30/06/2013	31/12/2012	30/06/2012
Gains ou pertes sur immobilisations hors exploitation			
Participation aux résultats des assurés bénéficiaires de contrats d'assurance			
Autres produits nets de l'activité d'assurance			
Variation des provisions techniques des contrats d'assurance			
Produits nets des immeubles de placement	-65	-125	-62
Autres produits (charges) nets	2 164	2 342	1 510
Produits (charges) des autres activités	2 099	2 217	1 448

3.6. Charges générales d'exploitation

<i>(en milliers d'euros)</i>	30/06/2013	31/12/2012	30/06/2012
Charges de personnel	73 418	145 163	68 298
Impôts et taxes	4 305	10 546	3 645
Services extérieurs et autres charges générales d'exploitation	38 425	85 640	42 075
Charges générales d'exploitation	116 148	241 349	114 018

Détail des charges de personnel

<i>(en milliers d'euros)</i>	30/06/2013	31/12/2012	30/06/2012
Salaires et traitements	38 488	76 738	37 611
Cotisation au titre des retraites (régimes à cotisations définies)	4 732	9 226	4 491
Cotisation au titre des retraites (régimes à prestations définies)	30	92	168
Autres charges sociales	14 676	30 403	14 422
Intéressement et participation	7 170	13 290	6 858
Impôts et taxes sur rémunération	8 322	15 414	4 748
Total Charges de personnel	73 418	145 163	68 298

3.7. Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles

<i>(en milliers d'euros)</i>	30/06/2013	31/12/2012	30/06/2012
Dotations aux amortissements	6 606	13 823	6 904
- immobilisations corporelles	6 601	13 673	6 883
- immobilisations incorporelles	5	150	21
Dotations aux dépréciations	0	-1 192	-156
- immobilisations corporelles		-1 192	-156
- immobilisations incorporelles			
Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles	6 606	12 631	6 748

3.8. Coût du risque

(en milliers d'euros)	30/06/2013	31/12/2012	30/06/2012
Dotations aux provisions et aux dépréciations	-47 209	-106 536	-67 140
Actifs financiers disponibles à la vente à revenu fixe			
Prêts et créances	-45 993	-103 801	-66 150
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance			
Autres actifs			
Engagements par signature	-261	-568	-284
Risques et charges	-955	-2 167	-706
Reprises de provisions et de dépréciations	29 143	82 600	47 268
Actifs financiers disponibles à la vente à revenu fixe			
Prêts et créances	28 012	80 356	46 099
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance			
Autres actifs			
Engagements par signature	151	1 655	812
Risques et charges	980	589	357
Dotations nettes de reprises des dépréciations et provisions	-18 066	-23 936	-19 872
Plus ou moins values de cessions réalisées sur actifs financiers disponibles à la vente à revenu fixe dépréciés			
Pertes sur prêts et créances irrécouvrables non dépréciés	-337	-723	-409
Récupérations sur prêts et créances amortis	1 320	1 272	629
Décotes sur crédits restructurés	-172	-246	-94
Pertes sur engagements par signature			
Autres pertes	-339	-883	-415
Coût du risque	-17 594	-24 516	-20 161

3.9. Gains ou pertes nets sur autres actifs

(en milliers d'euros)	30/06/2013	31/12/2012	30/06/2012
Immobilisations corporelles et incorporelles d'exploitation	58	4 565	0
Plus-values de cession	121	4 847	
Moins-values de cession	-63	-282	
Titres de capitaux propres consolidés	0	0	0
Plus-values de cession			
Moins-values de cession			
Produits (charges) nets sur opérations de regroupement			
Gains ou pertes nets sur autres actifs	58	4 565	0

3.10. Impôts

Charge d'impôt :

(en milliers d'euros)	30/06/2013	31/12/2012	30/06/2012
Charge d'impôt courant	25 891	45 211	19 691
Charge d'impôt différé	3 280	-1 041	-1 649
Charge d'impôt de la période	29 171	44 170	18 042

Réconciliation du taux d'impôt théorique avec le taux d'impôt constaté

Au 30 juin 2013

<i>(en milliers d'euros)</i>	Base	Taux d'impôt	Impôt
Résultat avant impôt, dépréciations d'écarts d'acquisitions, activités abandonnées et résultats des sociétés mises en équivalence	75475	36,10%	27 246
Effet des différences permanentes			4 336
Effet des différences de taux d'imposition des entités étrangères			
Effet des pertes de l'exercice, de l'utilisation des reports déficitaires et des différences temporaires			-601
Effet de l'imposition à taux réduit			-273
Effet des autres éléments			-1 537
Taux et charge effectifs d'impôt		38,65%	29 171

Le taux d'impôt théorique est le taux d'imposition de droit commun (y compris la contribution sociale additionnelle) des bénéfices taxables en France au 30 juin 2013.

Au 31 décembre 2012

<i>(en milliers d'euros)</i>	Base	Taux d'impôt	Impôt
Résultat avant impôt, dépréciations d'écarts d'acquisitions, activités abandonnées et résultats des sociétés mises en équivalence	119 984	36,10%	43 314
Effet des différences permanentes			14 245
Effet des différences de taux d'imposition des entités étrangères			
Effet des pertes de l'exercice, de l'utilisation des reports déficitaires et des différences temporaires			4 076
Effet de l'imposition à taux réduit			
Effet des autres éléments			-17 466
Taux et charge effectifs d'impôt		36,81%	44 169

Au 30 juin 2012

<i>(en milliers d'euros)</i>	Base	Taux d'impôt	Impôt
Résultat avant impôt, dépréciations d'écarts d'acquisitions, activités abandonnées et résultats des sociétés mises en équivalence	68 823	36,10%	24 845
Effet des différences permanentes			1 223
Effet des différences de taux d'imposition des entités étrangères			
Effet des pertes de l'exercice, de l'utilisation des reports déficitaires et des différences temporaires			164
Effet de l'imposition à taux réduit			
Effet des autres éléments			-8 190
Taux et charge effectifs d'impôt		<i>Taux d'impôt constaté</i>	18 042

3.11. Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres

Est présenté ci-dessous le détail des produits et charges comptabilisés de la période.

Détail des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres

(en milliers d'euros)	30/06/2013	31/12/2012	30/06/2012
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres recyclables			
Gains et pertes sur écarts de conversion	0	0	0
Ecart de réévaluation de la période			
Transferts en résultat			
Autres reclassifications			
Gains et pertes sur actifs disponibles à la vente	-5 662	24 639	20 398
Ecart de réévaluation de la période	-22 186	4 372	8 725
Transfert en résultat	16 524	23 079	11 673
Autres reclassifications		-2 812	
Gains et pertes sur instruments dérivés de couverture	2 259	-21 715	-21 740
Ecart de réévaluation de la période	2 259	-22 508	-21 740
Transferts en résultat			
Autres reclassifications		793	
Gains et pertes sur actifs non courants destinés à être cédés	0	0	0
Ecart de réévaluation de la période			
Transferts en résultat			
Autres reclassifications			
Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres recyclables des entités mises en équivalence			
Impôt sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables hors entités mises en équivalence	1 451	341	7 445
Impôt sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables sur entités mises en équivalence			
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres recyclables	-1 952	3 265	6 103
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables			
Gains et pertes actuariels sur avantages post emploi		-2 277	-1 833
Gains et pertes sur actifs non courants destinés à être cédés			
Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables des entités mises en équivalence			
Impôt sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables hors entités mises en équivalence		821	662
Impôt sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables sur entités mises en équivalence			
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables	0	-1 456	-1 171
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres	-1 952	1 809	4 932
Dont part Groupe			
Dont participations ne donnant pas le contrôle			

Gains et pertes sur actifs disponibles à la vente / Transfert en résultat au 31/12/2012 :

- dont 1.860 milliers d'euros de plus-value latente sur le titre SAS Rue la Boétie transférés en résultat. Ce montant correspond à la différence entre le coût de revient historique moyen du titre et sa juste valeur au moment du reclassement soit 14 euros par titre
- dont 13.704 milliers d'euros de dépréciation sur les titres SAS Rue La Boétie. Ce montant correspond à la différence entre le coût de 14 euros par titre (juste valeur du titre au 30 septembre 2012) et sa valeur déterminée pour la détermination de la dépréciation soit 13,64 euros
- dont 11.425 milliers d'euros de dépréciation durable des titres SAS Sacam International.

Gains et pertes sur actifs disponibles à la vente / Transfert en résultat au 30/06/2013 :

- dont 21.672 milliers d'euros de moins-value sur cession de titres de la SNC Cyprés Bail 1 (Sortie du GIE Fiscal Hydra)
- dont 3.050 milliers d'euros de plus-value enregistrée en résultat suite à la cession de titres du portefeuille de placement
- dont 1.396 milliers d'euros de plus-value générée dans le cadre des arbitrages réalisés au niveau du portefeuille de titres des fonds dédiés

Détail des effets d'impôt relatifs aux gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres

	30/06/2013				Variation				31/12/2012			
	Brut	Impôt (1)	Net d'impôt	Net dont part Groupe	Brut	Impôt	Net d'impôt	Net dont part Groupe	Brut	Impôt (1)	Net d'impôt	Net dont part Groupe
<i>(en milliers d'euros)</i>												
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables												
Gains et pertes sur écarts de conversion			0		0		0				0	
Gains et pertes sur actifs disponibles à la vente	-5 662	2 266	-3 396	-3 396	-30 301	9 257	-21 044	-21 044	24 639	-6 991	17 648	17 648
Gains et pertes sur instruments dérivés de couverture	2 259	-815	1 444	1 444	23 974	-8 147	15 827	15 827	-21 715	7 332	-14 383	-14 383
Gains et pertes sur actifs non courants destinés à être cédés			0				0				0	
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres recyclables, hors entités mises en équivalence	-3 403	1 451	-1 952	-1 952	-6 327	1 110	-5 217	-5 217	2 924	341	3 265	3 265
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres recyclables des entités mises en équivalence			0				0				0	
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres	-3 403	1 451	-1 952	-1 952	-6 327	1 110	-5 217	-5 217	2 924	341	3 265	3 265
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables												
Gains et pertes actuariels sur avantages post emploi			0		2 277	-821	1 456	1 456	-2 277	821	-1 456	-1 456
Gains et pertes sur actifs non courants destinés à être cédés			0				0				0	
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables, hors entités mises en équivalence	0	0	0	0	2 277	-821	1 456	1 456	-2 277	821	-1 456	-1 456
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables des entités mises en équivalence			0				0				0	
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables	0	0	0	0	2 277	-821	1 456	1 456	-2 277	821	-1 456	-1 456
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	-3 403	1 451	-1 952	-1 952	-4 050	289	-3 761	-3 761	647	1 162	1 809	1 809

	31/12/2012				Variation				31/12/2011			
	Brut	Impôt (1)	Net d'impôt	Net dont part Groupe	Brut	Impôt	Net d'impôt	Net dont part Groupe	Brut	Impôt (1)	Net d'impôt	Net dont part Groupe
<i>(en milliers d'euros)</i>												
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables												
Gains et pertes sur écarts de conversion			0		0		0				0	
Gains et pertes sur actifs disponibles à la vente	24 639	-6 991	17 648	17 648	38 819	-6 851	31 968	31 968	-14 180	-140	-14 320	-14 320
Gains et pertes sur instruments dérivés de couverture	-21 715	7 332	-14 383	-14 383	-33 289	8 089	-25 200	-25 200	11 574	-757	10 817	10 817
Gains et pertes sur actifs non courants destinés à être cédés			0				0				0	
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres recyclables, hors entités mises en équivalence	2 924	341	3 265	3 265	5 530	1 238	6 768	6 768	-2 606	-897	-3 503	-3 503
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres recyclables des entités mises en équivalence			0				0				0	
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres	2 924	341	3 265	3 265	5 530	1 238	6 768	6 768	-2 606	-897	-3 503	-3 503
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables												
Gains et pertes actuariels sur avantages post emploi	-2 277	821	-1 456	-1 456	5 305	1 924	-3 381	-3 381	3 028	-1 103	1 925	1 925
Gains et pertes sur actifs non courants destinés à être cédés			0		0		0				0	
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables, hors entités mises en équivalence	-2 277	821	-1 456	-1 456	-5 305	1 924	-3 381	-3 381	3 028	-1 103	1 925	1 925
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables des entités mises en équivalence			0				0				0	
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables	-2 277	821	-1 456	-1 456	-5 305	1 924	-3 381	-3 381	3 028	-1 103	1 925	1 925
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	647	1 162	1 809	1 809	225	3 162	3 387	3 387	422	-2 000	-1 578	-1 578

4. Informations sectorielles

Information par secteur opérationnel

La Caisse Régionale Alpes Provence exerce en France le métier de Banque de proximité. Les tableaux de formation du résultat ne sont donc pas ventilés selon d'autres critères. L'activité de gestion immobilière, gestion de biens, transactions et syndic, créée en 2009 et portée par la filiale Immobilière d'à côté, consolidée dans les comptes du Groupe, n'a pas d'impact significatif dans le bilan et dans le résultat du 1^{er} semestre 2013.

5. Notes relatives au bilan

5.1. Actifs et Passifs financiers à la juste valeur par résultat

Actifs financiers à la juste valeur par résultat

(en milliers d'euros)	30/06/2013	31/12/2012
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	2 557	3 514
Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	10 000	10 000
Valeur au bilan	12 557	13 514
<i>Dont Titres prêtés</i>		

Actifs financiers détenus à des fins de transaction

(en milliers d'euros)	30/06/2013	31/12/2012
Créances sur les établissements de crédit		
Créances sur la clientèle		
Titres reçus en pension livrée		
Titres détenus à des fins de transaction	379	306
- Effets publics et valeurs assimilées		
- Obligations et autres titres à revenu fixe	379	306
- Actions et autres titres à revenu variable		
Instruments dérivés	2 178	3 208
Valeur au bilan	2 557	3 514

Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option

(en milliers d'euros)	30/06/2013	31/12/2012
Créances sur la clientèle		
Actifs représentatifs de contrats en unités de compte		
Titres à la juste valeur par résultat sur option	10 000	10 000
- Effets publics et valeurs assimilées		
- Obligations et autres titres à revenu fixe	10 000	10 000
- Actions et autres titres à revenu variable		
Valeur au bilan	10 000	10 000

Passifs financiers à la juste valeur par résultat

(en milliers d'euros)	30/06/2013	31/12/2012
Passifs financiers détenus à des fins de transaction	2 201	3 209
Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option		
Valeur au bilan	2 201	3 209

Passifs financiers détenus à des fins de transaction

(en milliers d'euros)	30/06/2013	31/12/2012
Titres vendus à découvert		
Titres donnés en pension livrée		
Dettes représentées par un titre		
Dettes envers la clientèle		
Dettes envers les établissements de crédit		
Instruments dérivés	2 201	3 209
Valeur au bilan	2 201	3 209

5.2. Actifs financiers disponibles à la vente

(en milliers d'euros)	30/06/2013			31/12/2012		
	Valeur comptable	Gains comptabilisés directement en capitaux propres	Pertes comptabilisées directement en capitaux propres	Valeur comptable	Gains comptabilisés directement en capitaux propres	Pertes comptabilisées directement en capitaux propres
Effets publics et valeurs assimilées	41 886	11 776		44 937	15 423	
Obligations et autres titres à revenu fixe	385 224	17 748		402 022	20 592	
Actions et autres titres à revenu variable (2)	79 226	8 282	-31	68 673	7 466	-76
Titres de participation non consolidés	606 599	4 866	-3 851	597 221	4 267	-3 220
Total des titres disponibles à la vente	1 112 935	42 672	-3 882	1 112 853	47 748	-3 296
Créances disponibles à la vente						
Total des créances disponibles à la vente						
Valeur au bilan des actifs financiers disponibles à la vente (1)	1 112 935	42 672	-3 882	1 112 853	47 748	-3 296
Impôts		-10 986	-4		-13 255	-1
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur actifs financiers disponibles à la vente (net d'impôts)		31 686	-3 886		34 493	-3 297

(1) dont 29,4 M € comptabilisés au titre de la dépréciation durable sur titres et créances

(2) « par exception, les titres SAS Rue La Boétie sont évalués au coût pour un montant net de dépréciation de 519.228 milliers d'euros au 30 juin 2013 et 31 décembre 2012. »

5.3. Prêts et créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle

Prêts et créances sur les établissements de crédit

(en milliers d'euros)	30/06/2013	31/12/2012
Etablissements de crédit		
Comptes et prêts	50 551	6 905
dont comptes ordinaires débiteurs sains	200	85
dont comptes et prêts au jour le jour sains		
Valeurs reçues en pension		
Titres reçus en pension livrée		
Prêts subordonnés	2 292	2 903
Titres non cotés sur un marché actif		
Autres prêts et créances		
Valeur brute	52 843	9 808
Dépréciations		
Valeur nette des prêts et créances auprès des établissements de crédit	52 843	9 808
Opérations internes au Crédit Agricole		
Comptes ordinaires	87 249	17 081
Comptes et avances à terme	3 669 333	4 581 265
Titres non cotés sur un marché actif		
Prêts subordonnés	19 806	19 806
Valeur brute	3 776 388	4 618 152
Dépréciations		
Valeur nette des prêts et créances internes au Crédit Agricole	3 776 388	4 618 152
Valeur au bilan	3 829 231	4 627 960

Prêts et créances sur la clientèle

(en milliers d'euros)	30/06/2013	31/12/2012
Opérations avec la clientèle		
Créances commerciales	14 721	14 972
Autres concours à la clientèle	11 205 615	11 142 995
Titres reçus en pension livrée		
Prêts subordonnés	15 704	15 704
Titres non cotés sur un marché actif	3 327	3 263
Créances nées d'opérations d'assurance directe		
Créances nées d'opérations de réassurance		
Avances en comptes courants d'associés	63 752	64 176
Comptes ordinaires débiteurs	99 920	86 631
Valeur brute	11 403 039	11 327 741
Dépréciations	403 550	403 230
Valeur nette des prêts et créances auprès de la clientèle	10 999 489	10 924 511
Opérations de location-financement		
Location-financement immobilier		
Location-financement mobilier, location simple et opérations assimilées		
Valeur brute	0	0
Dépréciations		
Valeur nette des opérations de location financement	0	0
Valeur au bilan	10 999 489	10 924 511

**Prêts et créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle par agent économique
(hors opérations internes au Crédit Agricole)**

	30/06/2013				
	Encours bruts	dont encours bruts dépréciés sur base individuelle	Dépréciations individuelles	Dépréciations collectives	Total
<i>(en milliers d'euros)</i>					
Administrations centrales	54 699				54 699
Banques centrales					0
Etablissements de crédit	52 818				52 818
Institutions non établissements de crédit	1 046 226	2 489	2 309		1 043 917
Grandes entreprises	1 402 973	108 202	82 504	45 161	1 275 308
Clientèle de détail	8 899 141	261 920	175 673	97 903	8 625 565
Total * Prêts et créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle	11 455 857	372 611	260 486	143 064	11 052 307

* Dont encours clientèle sains restructurés (non dépréciés) pour 21 353 milliers d'euros

	31/12/2012				
	Encours bruts	dont encours bruts dépréciés sur base individuelle	Dépréciations individuelles	Dépréciations collectives	Total
<i>(en milliers d'euros)</i>					
Administrations centrales	43 624				43 624
Banques centrales					0
Etablissements de crédit	9 808				9 808
Institutions non établissements de crédit	1 081 165	2 466	2 267		1 078 898
Grandes entreprises	1 460 713	118 157	88 821	43 175	1 328 717
Clientèle de détail	8 742 239	249 904	170 753	98 214	8 473 272
Total * Prêts et créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle	11 337 549	370 527	261 841	141 389	10 934 319

* Dont encours clientèle sains restructurés (non dépréciés) pour 15 089 milliers d'euros

5.4. Actifs transférés non décomptabilisés ou décomptabilisés avec implication continue

La Caisse Régionale Alpes Provence n'est pas concernée par le transfert d'actifs financiers.

5.5. Dépréciations inscrites en déduction des actifs financiers

(en milliers d'euros)	31/12/2012	Variation de périmètre	Dotations	Reprises et utilisations	Ecart de conversion	Autres mouvements	30/06/2013
Créances sur les établissements de crédit							0
Créances sur la clientèle	403 230		52 367	52 047			403 550
dont dépréciations collectives	141 389		5 688	4 013			143 064
Opérations de location financement							0
Titres détenus jusqu'à l'échéance							0
Actifs financiers disponibles à la vente (1)	28 243		1 108				29 351
Autres actifs financiers							0
Total Dépréciations des actifs financiers	431 473	0	53 475	52 047	0	0	432 901

- (1) Actifs financiers disponibles à la vente au 31/12/2012 : « Les titres SAS Rue La Boétie ont été dépréciés au cours de l'exercice 2012 pour un montant de 13 704 milliers d'euros. » et la dépréciation des titres SAS Sacam International a été transférée en durable pour un montant total de 11 425 milliers d'euros.
Sur le 1^{er} semestre 2013, une dépréciation complémentaire des titres Sacam International a été enregistrée à hauteur de 1 102 milliers d'euros.

(en milliers d'euros)	31/12/2011	Variation de périmètre	Dotations	Reprises et utilisations	Ecart de conversion	Autres mouvements	30/06/2012
Créances sur les établissements de crédit							0
Créances sur la clientèle	402 423		73 017	67 802			407 638
dont dépréciations collectives	140 036		10 731	12 842			137 925
Opérations de location financement							0
Titres détenus jusqu'à l'échéance							0
Actifs financiers disponibles à la vente (1)	3 078		8 971				12 049
Autres actifs financiers							0
Total Dépréciations des actifs financiers	405 501	0	81 988	67 802	0	0	419 687

5.6. Exposition au risque souverain et non souverain sur les pays européens sous surveillance

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Alpes Provence ne détient pas de position directe sur dettes souveraines Grecques, Irlandaises, Portugaises, Italiennes, Espagnoles, Chypriotes et Hongroises.

5.7. Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle

Dettes envers les établissements de crédit

(en milliers d'euros)	30/06/2013	31/12/2012
Etablissements de crédit		
Comptes et emprunts	92 221	72 933
dont comptes ordinaires créditeurs	24 288	6 080
dont comptes et emprunts au jour le jour		
Valeurs données en pension		
Titres donnés en pension livrée		
Total	92 221	72 933
Opérations internes au Crédit Agricole		
Comptes ordinaires créditeurs	92	8 143
Comptes et avances à terme	8 046 778	8 100 917
Total	8 046 870	8 109 060
Valeur au bilan	8 139 091	8 181 993

Dettes envers la clientèle

(en milliers d'euros)	30/06/2013	31/12/2012
Comptes ordinaires créditeurs	2 653 389	2 537 749
Comptes d'épargne à régime spécial	37 856	36 924
Autres dettes envers la clientèle	1 835 101	1 788 382
Titres donnés en pension livrée		
Dettes nées d'opérations d'assurance directe		
Dettes nées d'opérations de réassurance		
Dettes pour dépôts d'espèces reçus des cessionnaires et rétrocessionnaires en représentation d'engagements techniques		
Valeur au bilan	4 526 346	4 363 055

5.8. Dettes représentées par un titre et dettes subordonnées

(en milliers d'euros)	30/06/2013	31/12/2012
Dettes représentées par un titre		
Bons de caisse	185	185
Titres du marché interbancaire		
Titres de créances négociables	2 023 178	2 784 899
Emprunts obligataires		
Autres dettes représentées par un titre		
Valeur au bilan	2 023 363	2 785 084
Dettes subordonnées		
Dettes subordonnées à durée déterminée	35 739	35 044
Dettes subordonnées à durée indéterminée		
Dépôt de garantie à caractère mutuel		
Titres et emprunts participatifs		
Valeur au bilan	35 739	35 044

5.9. Immeubles de placement

(en milliers d'euros)	31/12/2012	Variations de périmètre	Augmentations (Acquisitions)	Diminutions (Cessions et échéances)	Ecart de conversion	Autres mouvements	Solde 30/06/2013
Valeur brute	5 823		50	8			5 865
Amortissements et dépréciations	1 011		64				1 075
Valeur au bilan (1)	4 812	0	-14	8	0	0	4 790

Y compris Immeubles de placement donnés en location simple

(en milliers d'euros)	31/12/2011	Variations de périmètre	Augmentations (Acquisitions)	Diminutions (Cessions et échéances)	Ecart de conversion	Autres mouvements	Solde 31/12/2012
Valeur brute	5 778		45				5823
Amortissements et dépréciations	885		126				1011
Valeur au bilan (1)	4893	0	-81	0	0	0	4812

(1) Y compris Immeubles de placement donnés en location simple

5.10. Immobilisations corporelles et incorporelles (hors écarts d'acquisition)

(en milliers d'euros)	31/12/2012	Variations de périmètre	Augmentations (Acquisitions, regroupements d'entreprises)	Diminutions (Cessions et échéances)	Ecart de conversion	Autres mouvements	Solde 30/06/2013
Immobilisations corporelles d'exploitation							
Valeur brute	279 037		5 562	631			283 968
Amortissements et Dépréciations (1)	-157 498		-6 602	-316			-163 784
Valeur au bilan	121 539	0	-1 040	315	0	0	120 184
Immobilisations incorporelles							
Valeur brute	10413		13				10 426
Amortissements et Dépréciations	-10411		-5				-10 416
Valeur au bilan	2	0	8	0	0	0	10

(1) Y compris amortissements sur immobilisations données en location simple

(en milliers d'euros)	31/12/2011	Variations de périmètre	Augmentations (Acquisitions, regroupements d'entreprises)	Diminutions (Cessions et échéances)	Ecart de conversion	Autres mouvements	Solde 31/12/2012
Immobilisations corporelles d'exploitation							
Valeur brute	287 156		12 243	-19 773		-589	279 037
Amortissements et Dépréciations (1)	-154 464		-13 674	10 640			-157 498
Valeur au bilan	132 692	0	-1 431	-9 133	0	-589	121 539
Immobilisations incorporelles							
Valeur brute	10341		135	-63			10 413
Amortissements et Dépréciations	-10287		-150	26			-10 411
Valeur au bilan	54	0	-15	-37	0	0	2

(1) Y compris amortissements sur immobilisations données en location simple

5.11. Provisions

(en milliers d'euros)	31/12/2012	Variations de périmètre	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Ecart de conversion	Autres mouvements	30/06/2013
Risques sur les produits épargne logement	5 927		2 977					8 904
Risques d'exécution des engagements par signature	4 473		261		-151			4 583
Risques opérationnels	14 946		74	-76	-1 243			13 701
Engagements sociaux (retraites) et assimilés	1 841		1 214	-44				3 011
Litiges divers	7 006		1 060	-49	-1 454			6 563
Participations	0							0
Restructurations	0							0
Autres risques	10 599		1 860	-305	-19			12 135
Total	44 792	0	7 446	-474	-2 867	0	0	48 897

(en milliers d'euros)	31/12/2011	Variations de périmètre	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Ecart de conversion	Autres mouvements	31/12/2012
Risques sur les produits épargne logement	9 130		1 694		-4 897			5 927
Risques d'exécution des engagements par signature	5 560		568		-1 655			4 473
Risques opérationnels	15 197		201	-35	-417			14 946
Engagements sociaux (retraites) et assimilés	1 434		388	-120	-131		270	1 841
Litiges divers	7 778		2 784	-2 725	-831			7 006
Participations	0							0
Restructurations	0							0
Autres risques	7 659		6 171	-557	-2 674			10 599
Total	46 758	0	11 806	-3 437	-10 605	0	270	44 792

Provision épargne-logement :

Encours collectés au titre des comptes et plans d'épargne-logement sur la phase d'épargne

(en milliers d'euros)	30/06/2013	31/12/2012
Plans d'épargne-logement :		
Ancienneté de moins de 4 ans	251 667	168 999
Ancienneté de plus de 4 ans et de moins de 10 ans	536 522	528 146
Ancienneté de plus de 10 ans	695 603	741 434
Total plans d'épargne-logement	1 483 792	1 438 579
Total comptes épargne-logement	201 655	201 644
Total Encours collectés au titre des contrats épargne-logement	1 685 447	1 640 223

L'ancienneté est déterminée conformément au CRC 2007-01 du 14 décembre 2007

Les encours de collecte sont des encours sur base d'inventaire à fin mai 2013 pour les données au 30 juin 2013 et à fin novembre 2012 pour les données au 31 décembre 2012, et hors prime d'état

Encours de crédits en vie octroyés au titre des comptes et plans d'épargne-logement

(en milliers d'euros)	30/06/2013	31/12/2012
Plans d'épargne-logement :	6 175	7 171
Comptes épargne-logement :	18 210	20 218
Total Encours de crédits en vie octroyés au titre des contrats épargne-logement	24 385	27 389

Provision au titre des comptes et plans d'épargne-logement

(en milliers d'euros)	30/06/2013	31/12/2012
Plans d'épargne-logement :		
Ancienneté de moins de 4 ans		
Ancienneté de plus de 4 ans et de moins de 10 ans	1 475	1 132
Ancienneté de plus de 10 ans	7 429	4 795
Total plans d'épargne-logement	8 904	5 927
Total comptes épargne-logement		
Total Provision au titre des contrats épargne-logement	8 904	5 927

L'ancienneté est déterminée conformément au CRC 2007-01 du 14 décembre 2007

5.12. Capitaux propres

➤ Composition du capital au 30 juin 2013

Au 30 juin 2013, la répartition du capital et des droits de vote est la suivante :

Répartition du capital de la Caisse régionale	Nombre de titres	% du capital
Certificats Coopératifs d'investissements (CCI)	778 475	10,39%
Dont part du Public	769 840	10,27%
Dont part Crédit Agricole S.A.		
Dont part Auto-détenue	8 635	0,12%
Certificats Coopératifs d'associés (CCA)	1 873 852	25,00%
Dont part du Public		
Dont part Crédit Agricole S.A.	1 873 852	25,00%
Parts sociales	4 843 081	64,61%
Dont 75 Caisses Locales	4 843 059	64,61%
Dont 21 administrateurs de la CR	21	
Dont Crédit Agricole S.A.	1	
Total	7 495 408	100,00%

La valeur nominale des titres est de 15,25 € et le montant total du capital est 114.305 K€

➤ Dividendes

Au titre de l'exercice 2012, l'Assemblée générale de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Alpes Provence a approuvé le versement d'un dividende net par part sociale de 0.42 euros.

Dividendes

Année de rattachement du dividende	Par CCI	Par CCA	Par Part Sociale
	Montant Net	Montant Net	Montant Net
2009	2,21	2,21	0,43
2010	2,64	2,64	0,43
2011	2,9	2,9	0,49
2012	3,23	3,23	0,42

Dividendes payés au cours de l'exercice

Les montants relatifs aux dividendes figurent dans le tableau de variation des capitaux propres. Ils s'élèvent à 19 407 milliers d'euros.

6. Engagements de financement et de garantie

Engagements donnés et reçus

(en milliers d'euros)	30/06/2013	31/12/2012
Engagements donnés	1 702 427	1 626 064
Engagements de financement	1 015 794	996 676
. Engagements en faveur d'établissements de crédit		
. Engagements en faveur de la clientèle	1 015 794	996 676
Ouverture de crédits confirmés	703 077	705 885
- Ouverture de crédits documentaires	8 644	6 613
- Autres ouvertures de crédits confirmés	694 433	699 272
Autres engagements en faveur de la clientèle	312 717	290 791
Engagements de garantie	686 633	629 388
. Engagements d'ordre d'établissement de crédit	462 086	462 086
Confirmations d'ouverture de crédits documentaires		
Autres garanties	462 086	462 086
. Engagements d'ordre de la clientèle	224 547	167 302
Cautions immobilières	8 904	4 427
Autres garanties d'ordre de la clientèle	215 643	162 875
Engagements reçus	4 304 982	4 291 606
Engagements de financement	880 000	946 000
. Engagements reçus d'établissements de crédit	880 000	946 000
. Engagements reçus de la clientèle		
Engagements de garantie	3 424 982	3 345 606
. Engagements reçus d'établissements de crédit	405 257	417 624
. Engagements reçus de la clientèle	3 019 725	2 927 982
Garanties reçues des administrations publiques et	284 796	250 433
Autres garanties reçues	2 734 929	2 677 549

Créances apportées en garantie :

Au cours du premier semestre 2013, la Caisse Régionale Alpes Provence a apporté 4 895 millions d'euros de créances en garantie dans le cadre de la participation du groupe Crédit Agricole à différents mécanismes de refinancement, contre 4 967 millions d'euros en 2012. La Caisse Régionale conserve l'intégralité des risques et avantages associés à ces créances.

En particulier, la Caisse régionale a apporté :

- 2 400,4 millions d'euros de créances à Crédit Agricole S.A. dans le cadre des opérations de refinancement du Groupe auprès de la Banque de France, contre 2 891 millions d'euros en 2012;

- 212,6 millions d'euros de créances à Crédit Agricole S.A. dans le cadre du dispositif SFEF (Société de Financement de l'Economie Française), contre 214,1 millions d'euros en 2012 ;
- 692,8 millions d'euros de créances hypothécaires à Crédit Agricole S.A. dans le cadre du refinancement auprès de la CRH (Caisse de Refinancement de l'Habitat), contre 667,4 millions d'euros en 2012;
- 1 589,4 millions d'euros de créances à Crédit Agricole S.A. ou à d'autres partenaires du Groupe dans le cadre de divers mécanismes de refinancement (dont 1 153,6 millions d'euros pour CACB), contre 1 194,5 millions d'euros en 2012

7. Reclassements d'instruments financiers

Comme les exercices précédents, la Caisse Régionale Alpes Provence n'a pas opéré en 2013 de reclassement au titre de l'amendement de la norme IAS 39 adopté par l'Union européenne le 15 octobre 2008.

8. Juste valeur des instruments financiers

8.1. Juste valeur des actifs et passifs financiers comptabilisés au coût

	30/06/2013		31/12/2012	
	Valeur au bilan	Valeur de marché estimée	Valeur au bilan	Valeur de marché estimée
<i>(en milliers d'euros)</i>				
Actifs	15 197 438	15 853 272	15 881 106	15 729 301
Prêts et créances sur les établissements de crédit	3 829 231	4 138 243	4 627 960	2 885 074
Prêts et créances sur la clientèle	10 999 489	11 324 445	10 924 511	12 515 592
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	368 718	390 584	328 635	328 635
Passifs	14 724 539	14 866 188	15 365 176	15 590 523
Dettes envers les établissements de crédits	8 139 091	8 329 533	8 181 993	8 416 737
Dettes envers la clientèle	4 526 346	4 483 689	4 363 055	4 353 658
Dettes représentées par un titre	2 023 363	2 018 456	2 785 084	2 785 084
Dettes subordonnées	35 739	34 510	35 044	35 044

8.2. Informations sur les instruments financiers évalués à la juste valeur

- Répartition des instruments financiers à la juste valeur par modèle de valorisation

Actifs financiers valorisés à la juste valeur

Les montants présentés sont y compris créances rattachées et nets de dépréciation

	Total 30/06/2013	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques : Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables : Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables : Niveau 3
<i>(en milliers d'euros)</i>				
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	2 557	0	2 557	0
Créances sur les établissements de crédit	0			
Créances sur la clientèle	0			
Titres reçus en pension livrée	0			
Titres détenus à des fins de transaction	379	0	379	0
Effets publics et valeurs assimilées	0			
Obligations et autres titres à revenu fixe	379		379	
Actions et autres titres à revenu variable	0			
Instruments dérivés	2 178		2 178	
Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	10 000	0	10 000	0
Créances sur la clientèle	0			
Actifs représentatifs de contrats en unités de compte	0			
Titres à la juste valeur par résultat sur option	10 000	0	10 000	0
Effets publics et valeurs assimilées	0			
Obligations et autres titres à revenu fixe	10 000		10 000	
Actions et autres titres à revenu variable	0			
Actifs financiers disponibles à la vente	593 707	448 373	145 334	0
Effets publics et valeurs assimilées	41 886		41 886	
Obligations et autres titres à revenu fixe	385 224	289 918	95 306	
Actions et autres titres à revenu variable (1)	166 597	158 455	8 142	
Créances disponibles à la vente	0			
Instruments dérivés de couverture	172 984		172 984	
Total Actifs financiers valorisés à la juste valeur	779 248	448 373	330 875	0
Transfert issus du Niveau 1				
Transfert issus du Niveau 2				
Transfert issus du Niveau 3				
Total des transferts vers chacun des niveaux		0	0	0

(1) Hors 519 228 milliers d'euros de titres SAS Rue La Boétie valorisés selon la méthode du coût.

	Total 31/12/2012	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques : Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables : Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables : Niveau 3
<i>(en milliers d'euros)</i>				
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	3 514	0	3 514	0
Créances sur les établissements de crédit	0			
Créances sur la clientèle	0			
Titres reçus en pension livrée	0			
Titres détenus à des fins de transaction	306	0	306	0
Effets publics et valeurs assimilées	0			
Obligations et autres titres à revenu fixe	306		306	
Actions et autres titres à revenu variable	0			
Instruments dérivés	3 208		3 208	
Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	10 000	0	10 000	0
Créances sur la clientèle	0			
Actifs représentatifs de contrats en unités de compte	0			
Titres à la juste valeur par résultat sur option	10 000	0	10 000	0
Effets publics et valeurs assimilées	0			
Obligations et autres titres à revenu fixe	10 000		10 000	
Actions et autres titres à revenu variable	0			
Actifs financiers disponibles à la vente	593 625	399 715	193 910	0
Effets publics et valeurs assimilées	44 937		44 937	
Obligations et autres titres à revenu fixe	402 022	290 811	111 211	
Actions et autres titres à revenu variable (1)	146 666	108 904	37 762	
Créances disponibles à la vente	0			
Instruments dérivés de couverture	239 507	11 985	227 522	0
Total Actifs financiers valorisés à la juste valeur	846 646	411 700	434 946	0
Transfert issus du Niveau 1				
Transfert issus du Niveau 2				
Transfert issus du Niveau 3				
Total des transferts vers chacun des niveaux		0	0	0

(1) Hors 519 228 milliers d'euros de titres SAS Rue La Boétie valorisés selon la méthode du coût.

Passifs financiers valorisés à la juste valeur

Les montants présentés sont y compris dettes rattachées

	Total 30/06/2013	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques : Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables : Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables : Niveau 3
<i>(en milliers d'euros)</i>				
Passifs financiers détenus à des fins de transaction	2 201	23	2 178	0
Titres vendus à découvert	0			
Titres donnés en pension livrée	0			
Dettes représentées par un titre	0			
Dettes envers la clientèle	0			
Dettes envers les établissements de crédit	0			
Instruments dérivés	2 201	23	2 178	
Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	0			
Instruments dérivés de couverture	260 493		260 493	
Total Passifs financiers valorisés à la juste valeur	262 694	23	262 671	0
Transfert issus du Niveau 1				
Transfert issus du Niveau 2				
Transfert issus du Niveau 3				
Total des transferts vers chacun des niveaux		0	0	0

	Total 31/12/2012	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques : Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables : Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables : Niveau 3
<i>(en milliers d'euros)</i>				
Passifs financiers détenus à des fins de transaction	3 209	1	3 208	0
Titres vendus à découvert	0			
Titres donnés en pension livrée	0			
Dettes représentées par un titre	0			
Dettes envers la clientèle	0			
Dettes envers les établissements de crédit	0			
Instruments dérivés	3 209	1	3 208	
Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	0			
Instruments dérivés de couverture	0			
Total Passifs financiers valorisés à la juste valeur	3 209	1	3 208	0
Transfert issus du Niveau 1				
Transfert issus du Niveau 2				
Transfert issus du Niveau 3				
Total des transferts vers chacun des niveaux		0	0	0

9. Événements postérieurs à la fin de la période intermédiaire

Aucun évènement postérieur à la clôture n'est à signaler.

10. Périmètre de consolidation au 30 juin 2013

Liste des filiales, coentreprises et entreprises associées	Implantation	Evolution du périmètre	Méthode au 30 juin 2013	% de contrôle		% d'intérêt	
				30/06/2013	31/12/2012	30/06/2013	31/12/2012
ALPES PROVENCE	France		MERE	100,000	100,000	100,000	100,000
CL ALPES PROVENCE	France		MERE	100,000	100,000	100,000	100,000
SCI LES FAUVINS	France		GLOBALE	99,990	99,990	99,990	99,990
CAAPIMMO 4	France		GLOBALE	99,000	99,000	99,000	99,000
CAAPIMMO 6	France		GLOBALE	100,000	100,000	100,000	100,000
L'IMMOBILIERE D'A COTE	France		GLOBALE	100,000	100,000	100,000	100,000
CAP REGULIER 1	France		GLOBALE	99,975	99,975	99,975	99,975
CAP ACTION 2	France		GLOBALE	99,967	99,967	99,967	99,967
CAP OBLIGATAIRE	France		GLOBALE	99,967	99,967	99,967	99,967

ATTESTATION DU RESPONSABLE DE L'INFORMATION

**CAISSE REGIONALE CREDIT AGRICOLE ALPES PROVENCE
SOCIETE COOPERATIVE A CAPITAL & PERSONNEL VARIABLES**

**Capital au 30 Juin 2013 : 114.304.972 €
Siège Social : 25, chemin des trois cyprès
13097 AIX EN PROVENCE
381 976 448 RCS AIX EN PROVENCE**

Responsable de l'information relative à la Caisse Régionale

- M Thierry POMARET, Directeur Général de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Alpes Provence,

Attestation du Responsable

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes condensés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la Caisse Régionale et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation et que le rapport semestriel d'activité figurant en page 4 présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Fait à Aix en Provence,
Le 26 Juillet 2013

Le Directeur Général

Thierry POMARET

RAPPORT DU COLLEGE DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

KPMG Audit
Département de KPMG S.A.
480, avenue du Prado
13272 Marseille Cedex 8
S.A. au capital de € 5.497.100

Commissaire aux comptes
Membre de la compagnie
régionale de Versailles

ERNST & YOUNG et Autres
Tour Oxygène
10-12, boulevard Marius Vivier Merle
69393 Lyon Cedex 03
S.A.S à capital variable

Commissaire aux comptes
Membre de la compagnie
régionale de Versailles

Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel Alpes Provence
Période du 1^{er} janvier au 30 juin 2013

Rapport des commissaires aux comptes
sur l'information financière semestrielle

Aux Sociétaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel Alpes Provence, relatifs à la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2013, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité du conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

1. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 – norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

2. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Marseille et Lyon, le 1^{er} août 2013

Les Commissaires aux Comptes

KPMG Audit
Département de KPMG S.A.

ERNST & YOUNG et Autres

Pierre-Laurent Soubra

Philippe Duchêne